

l'Anticapitaliste

n°586 | 14 octobre 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**ILS VOLENT L'ARGENT PUBLIC
MAIS VEULENT NOUS FAIRE PAYER LEUR CRISE**



**REPRENONS LES RICHESSES
ET PARTAGEONS-LES**

Dossier

**17 OCTOBRE 1961:
CRIME RACISTE,
CRIME D'ÉTAT**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Darmanin, les migrantEs
et les camps
Page 2

PREMIER PLAN

Santé. Vaccin anti-
paludisme: historique?
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

USA. Biden concentre sa politique
étrangère sur la Chine Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Josselin Tricou,
co-auteur du rapport de l'Inserm sur
les violences sexuelles au sein de
l'Église catholique en France Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Darmanin, les migrantEs et les camps

« Nous souhaitons que le modèle grec soit appliqué dans les autres pays méditerranéens, comme en Italie, en Espagne, à Malte ». Ainsi s'est exprimé Gérard Darmanin lundi 11 octobre. Mais à quel « modèle » le ministre de l'Intérieur faisait-il donc référence ? Venant d'un personnage aussi sinistre, la réponse ne pouvait malheureusement qu'être un nouveau « modèle » de régression des droits humains. À savoir : des camps fermés pour les migrantEs, comme celui que Darmanin avait « visité » la veille lors d'un déplacement sur l'île grecque de Samos. Ce camp fermé, entouré de mirador et de barbelés, duquel les réfugiéEs et les demandeurEs d'asile ne peuvent sortir qu'entre 8 heures du matin et 20 heures, à la condition de présenter empreintes digitales et badge à l'entrée du camp, a été inauguré à la fin de l'été par les autorités grecques. À l'époque, Médecins sans frontières expliquait : « On cherche à criminaliser, à humilier et à punir les réfugiés et les demandeurs d'asile plutôt que d'étendre leurs droits ». Mais rien n'y a fait, et d'autres camps sont en construction en Grèce, « grâce » à des financements de l'Union européenne qui poursuit et amplifie sa politique anti-migrantEs. Une politique pas assez dure pour Gérard Darmanin, qui s'était illustré quelques jours plus tôt par des déclarations hostiles à la Grande-Bretagne, accusée de ne pas « tenir ses promesses » concernant la lutte contre l'immigration clandestine alors que « nous tenons la frontière pour eux ». La semaine précédente, Darmanin s'en était pris à l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie, justifiant la réduction drastique des visas par cette sentence : « Tant que vous ne reprenez pas vos compatriotes [sans papiers], on n'accepte pas vos compatriotes ». La Macronie et son ministre de l'Intérieur ont donc décidé de jouer les gros bras sur les questions migratoires. Alors que le débat public est saturé par les discours racistes, islamophobes, anti-migrantEs, difficile d'y voir autre chose qu'une nouvelle expression du misérable et dangereux opportunisme politicien d'un pouvoir qui n'a de cesse de courir après l'extrême droite, quitte à renforcer la stigmatisation et les discriminations racistes. Voilà qui renforce l'urgence de la construction d'un mouvement antiraciste, anticolonialiste, internationaliste, regroupant celles et ceux qui refusent de céder à un air du temps de plus en plus nauséabond.

BIEN DIT

J'attends que la justice soit rendue et que la vérité soit enfin connue. Et je ne suis pas la seule, c'est tout le Burkina qui attend cela.

MARIAM SANKARA, veuve de Thomas Sankara, à l'occasion de l'ouverture du procès des assassins de Thomas Sankara et de douze de ses camarades, tués en octobre 1987.

À la Une

ILS VOLENT L'ARGENT PUBLIC MAIS VEULENT NOUS FAIRE PAYER LEUR CRISE

Reprenons les richesses et partageons-les

Les « Pandora Papers » ont de nouveau mis en évidence le scandale de la fraude et de l'évasion fiscales des plus riches et plus puissants de ce monde. Une fois encore, cela montre l'ampleur systémique de ce phénomène. Et à chaque nouveau scandale, nos dirigeants, « la main sur le cœur » voire « les yeux dans les yeux », nous promettent d'être intransigeants face aux fraudeurs... Et pendant ce temps les inégalités se creusent !

Une nouvelle enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) a révélé, une nouvelle fois, l'ampleur de la fraude et de l'évasion fiscale. Cette fois-ci ce sont 336 dirigeants et responsables politiques (et pas des moindres) qui ont utilisé toutes les ficelles possibles avec l'aide de banquiers, de financiers et d'avocats fiscalistes pour planquer leur magot et s'enrichir en se soustrayant à l'impôt. Les gros fraudeurs du moment : sept présidents, quatre Premiers ministres, un ex-dirigeant du FMI et des centaines de responsables politiques. Les mêmes qui ont prétendu lutter contre l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent ou la corruption. Les mêmes qui réclament à la population des efforts toujours plus importants et qui imposent l'austérité. Après les scandales d'évasion et de fraude fiscales comme Luxleaks, Panama Papers, Paradise Papers ou OpenLux, les dirigeants politiques y compris ceux qui sont aujourd'hui épinglés avaient promis d'éradiquer les paradis fiscaux. Force est de constater avec les Pandora Papers que ce n'est pas le cas et qu'au contraire les paradis fiscaux sont en pleine expansion. Fini ou presque les Caraïbes, le Luxembourg ou l'Amérique centrale, ce sont désormais les États-Unis qui font figure de plus grand « paradis financier du monde » comme le souligne le journal *The Atlantic*. Cela n'est pas nouveau, un certain nombre d'États comme le Nevada, le Wyoming ou le Delaware – dont le sénateur était jusqu'à récemment un certain Joe Biden – sont connus pour être des lieux de domiciliation « accueillants » pour



des des sociétés écrans anonymes. Mais désormais, c'est le Dakota du Sud qui semble être un abri de choix avec des millions de dollars transférés depuis les Caraïbes et l'Europe.

Des mots, toujours des mots
Bruno Le Maire nous promet une nouvelle fois d'être « intraitable avec ceux qui ont triché avec le fisc français » et annonce la mise en place « d'une task force composée du parquet national financier et de la direction générale des Finances publiques » pour « rechercher les contribuables qui ont triché ». Des lois, des accords peuvent faire croire également que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales est une priorité. C'est le cas par exemple de l'accord sur la fiscalité mondiale approuvé par 136 pays le 8 octobre dernier et qui a été présenté comme « historique ». Pour Bruno Le Maire, c'est même « une révolution fiscale » qui permettrait de faire enfin en sorte que les multinationales, notamment les GAFAM, « paient

leur juste part d'impôt ». Rappelons tout de même que cet accord ne concernera qu'une centaine de multinationales et ne portera que sur 25 % de leurs bénéfices. De plus, cet « impôt mondial » aura un taux fixe de 15 % et non plus d'au moins 15 %, ce qui permettrait de le faire évoluer à la hausse. Et la première conséquence de cette « révolution fiscale » c'est que les multinationales qui y seront assujetties seront officiellement moins imposés que les PME, puisque, au plan mondial, le taux mondial d'imposition se situe à 22 %. Ce qui risque de faire encore baisser les impôts sur l'ensemble des entreprises au nom de l'équité. Une fois encore, cela ne servira pas à éradiquer ce qui fait système. En effet, tout est fait pour que la fraude continue et se développe, la financiarisation de l'économie ouvrant toujours plus de possibilités aux fraudeurs. Sans oublier que depuis des décennies, les différents gouvernements en France, comme un peu partout dans le monde, n'ont eu de cesse d'assouplir les règles

et les contrôles publics (en détruisant, entre autres, des centaines de milliers d'emplois aux Finances publiques) ce qui a démultiplié les possibilités de fraudes.

Des conséquences désastreuses pour la majorité de la population

La fraude et l'évasion fiscales coûtent aux gouvernements du monde entier 427 milliards de dollars chaque année. Les pays à faibles revenus sont proportionnellement les plus durement touchés. Et pendant ce temps-là, on nous assène, à coups de contre-vérités, qu'il manque de l'argent dans les caisses de l'État. Il faut donc nous faire travailler plus longtemps, baisser les pensions de retraite, les allocations chômage, licencier, supprimer des emplois, détruire les services publics, ne surtout pas augmenter les salaires... Face à ces phénomènes de fraude et d'évasion, il faudrait tout d'abord de véritables outils législatifs avec de véritables sanctions. En effet, les fraudeurs fiscaux devraient être sanctionnés par des peines qui correspondent aux sommes détournées pour mettre fin au scandale qui punit plus le voleur de moto ou la caissière que celui qui détourne des millions (et ses complices). Pour combattre ces pratiques, il faudrait une tout autre politique qui augmenterait les emplois des agentEs en particulier aux finances publiques, supprimerait le secret bancaire, permettrait l'ouverture des comptes... Bref, une politique qui s'attaquerait à la propriété privée, à la puissance des plus riches. Ce nouveau scandale montre qu'il y a urgence à aller rechercher ce qui nous appartient.

Josephine Simphon

EXTRÊME DROITE

Prendre au sérieux le « phénomène Zemmour »

Nous publions un (court) extrait de l'article d'Ugo Palheta (« De quoi Zemmour est-il le symptôme morbide ? ») mis en ligne sur Contretemps-web le 11 octobre¹.

Profitant d'une énorme médiatisation, l'extrême droite et la droite extrémisée semblent avoir un nouveau champion pour l'élection présidentielle du printemps prochain, en la personne d'Éric Zemmour. S'il n'est pas certain que l'ascension de celui-ci dans les sondages se poursuive ou se confirme, il faut néanmoins prendre au sérieux la menace spécifique qu'il représente et chercher à comprendre ce qu'exprime son succès actuel.

Une simple « bulle médiatique » ?
Face à la progression sondagière d'Éric Zemmour, certainEs sont enclins à gauche à penser qu'il n'y a là qu'une bulle médiatique et à faire le dos rond en attendant, ou en espérant, qu'elle explosera d'elle-même. On pourrait aussi se contenter d'y voir une énième manifestation de ce « pétainisme transcendantal » dont parlait Alain Badiou : une « forme historique de la conscience des gens, dans notre vieux pays fatigué, quand le sourd sentiment d'une crise,

d'un péril, les fait s'abandonner aux propositions d'un aventurier qui leur promet sa protection et la restauration de l'ordre ancien ». Le problème, c'est que cette caractérisation développée par le philosophe à propos de Sarkozy pourrait s'appliquer à de nombreux hommes politiques qui posent en sauveurs, aussi bien à Macron qu'à Zemmour et Le Pen. Elle ne nous aide donc guère à saisir le sens spécifique de l'ascension résistible – du moins à ce stade – d'Éric Zemmour.

Notre point de vue, c'est qu'elle exprime certaines des grandes tendances de la politique française. Or, celles-ci préexistaient à Zemmour, ne sont pas près de disparaître (comme certains imaginaient que la progression de l'extrême droite avait été stoppée par les mauvais scores du FN/RN aux dernières élections régionales) et il nous faudra bien les affronter, quoi qu'il advienne de sa probable candidature à l'élection présidentielle. La transformation (en cours) du capital médiatique de Zemmour en capital politique pose toutefois de nouveaux problèmes – et crée de nouvelles menaces – comme on va le voir. Le succès qu'elle rencontre actuellement rappelle en outre – dans le contexte spécifique à la France – des dynamiques que l'on a vues à l'œuvre ces dernières années dans d'autres pays, en particulier les États-Unis et le Brésil, où des personnages aussi

Un monde à changer

140 000 ORPHELIN·E·S DU COVID-19 AUX ÉTATS-UNIS, LES POPULATIONS RACISÉES EN PREMIÈRE LIGNE

D'après une étude publiée par le *Journal of Pediatrics* (journal médical international), au moins 140 000 enfants ont perdu, aux États-Unis, un de leurs deux parents en raison de la pandémie de Covid-19. Un chiffre particulièrement élevé qui donne une idée de l'ampleur de la pandémie aux États-Unis – et de sa gestion catastrophique par l'administration Trump. Mais d'autres chiffres contenus dans cette étude sont particulièrement frappants tant ils sont révélateurs des inégalités sociales et ethnoraciales aux États-Unis. On apprend ainsi que, sur les plus de 140 000 orphelin·e·s, 91 000 sont des enfants non-blancs et 51 000 sont des enfants blancs. Un ratio qui ne correspond pas, et de très loin, aux proportions dans la population générale (plus de 60% de blancs dans la population). Dans le détail, les chiffres sont particulièrement éloquentes : un enfant noir sur 310 a perdu au moins l'un de ses parents, alors que le ratio pour les enfants blancs est de un sur 753 ; tout en bas de « l'échelle », un enfant amérindien sur 168 a

perdu au moins un de ses parents, le chiffre étant de un sur 412 pour les enfants latinos.

Qui plus est, comme le rapporte le journal *USA Today*, « les enfants non blancs ont également présenté des formes plus graves du Covid-19, ont été plus souvent hospitalisés et présentent des taux de décès supérieurs ».

L'ensemble de ces données donne à voir une réalité particulièrement « dérangement », selon les termes de l'épidémiologiste Susan Hillis, du Centers for Disease Control and Prevention, qui a dirigé l'étude publiée dans le *Journal of Pediatrics*, qui rappelle le caractère structurel des inégalités raciales aux États-Unis et leurs conséquences très concrètes, y compris face à la maladie. Des inégalités qui se combinent avec des inégalités de classe et qui rappellent à qui referait encore de le voir la nécessité de combiner luttes « économiques » et luttes antiracistes qui, si elles ne sauraient totalement se confondre, poursuivent des objectifs communs et portent en elles une remise en cause fondamentale du système capitaliste, structurellement générateur d'oppressions et d'exploitation.

SANTÉ Vaccin anti-paludisme : historique ?

Le Mosquirix de la multinationale GSK est le premier vaccin contre le paludisme. Un progrès historique, selon l'OMS, contre une des maladies les plus mortelles de l'histoire de l'humanité. Pas si simple !

Dans les années 1990, le paludisme faisait près de 2 millions de morts chaque année. Aujourd'hui on parle d'environ 400 000 morts, essentiellement en Afrique subsaharienne. Les femmes enceintes, mais surtout les enfants de moins de cinq ans paient le plus lourd tribut. Un enfant meurt du palu toutes les deux minutes !

«À la croisée des chemins» ?

Pourtant « la lutte contre le paludisme est à la croisée des chemins », selon les propres termes de l'OMS. Depuis 2015, plus de réelle avancée. Pire, en 2018, 3,5 millions de cas supplémentaires ont été enregistrés. Les causes sont connues. D'abord le manque de financement. Selon l'OMS, « il s'est élevé à 3 milliards de dollars en 2019, bien en-deçà de l'objectif des 5,6 milliards ». Si l'on y ajoute l'apparition de résistances, pour des traitements de troisième génération déjà cinq fois plus chers, la diffusion de nouvelles espèces de moustiques, plus adaptés aux milieux urbains, et le réchauffement climatique qui favorise le paludisme avec la hausse des températures et des précipitations,



WIKIMEDIA COMMONS

la lutte contre le paludisme est bien à la croisée des chemins ! Et le Covid-19 a aggravé la situation. Les bailleurs internationaux ont détourné une partie du fonds de lutte contre la tuberculose, le VIH et le paludisme pour financer la lutte anti-covid. Les centres de santé sont moins fréquentés, les budgets en baisse.

Alors le vaccin permettra-t-il un progrès historique ? Historique, l'efficacité ne l'est certainement pas. Avec seulement 29% de réduction des formes graves pour quatre doses, dans l'essai Ghana, Kenya et Malawi, elle est très inférieure

aux objectifs fixés par l'OMS. Même si une étude de la London School of Hygiene and Tropical Medicine montre une réduction de 70% des hospitalisations et des morts en association avec des traitements de dernière génération. Si l'OMS a validé le vaccin avant la fin des essais cliniques en population réelle, prévue pour 2023, c'est pour limiter la remontée du paludisme, pas pour sonner sa fin, un objectif affirmé... depuis 1969. Et GSK n'a pas envie de se faire doubler par le vaccin d'Oxford Université, encore en phase II, mais qui affiche un taux d'efficacité de 70%...

Six mois pour le covid, un demi-siècle pour le palu ?

Pourquoi la découverte d'un vaccin anti-paludisme prend-elle autant de temps ? La première raison tient aux difficultés à trouver un modèle vaccinal contre des parasites à l'extrême variabilité, selon les stades, les organes infectés. Mais pas seulement. Le Mosquirix est bien le premier vaccin antiparasitaire validé pour les humains, mais il en existe déjà pour les animaux ! L'agro-business et ses élevages industriels, c'est un marché solvable... Pas le paludisme, maladie de pauvres, dans les pays pauvres. Il suffit de voir les dizaines de milliards de dollars d'argent public qui ont coulé à flot dans les caisses des Pfizer, Moderna, AstraZeneca pour financer les vaccins anti-covid, comparés avec les pauvres 200 millions de dollars que la fondation Bill et Melinda Gates a investis, en 20 ans, dans le programme Malaria Vaccine Initiative, dont elle est un des principaux bailleurs. Reste qu'il faudra financer le programme de vaccination, et que pour le déployer, il faut un système de santé qui, en Afrique, est défaillant. Un monde à changer !

Frank Prouhet

grotesques que dangereux (Trump et Bolsonaro) sont parvenus à bousculer les organisations de droite et à conquérir le pouvoir par la voie électorale. [...]

Un terrain préparé, une pente glissante

Avec l'ascension de Zemmour sont sans doute en train de tomber les derniers obstacles qui s'opposaient à la synthèse politico-électorale entre une droite extrémisée et une extrême droite avec laquelle la plupart des barons de la droite (et une partie au moins de son électoral) rechignait encore à faire alliance. Si Zemmour s'installe durablement devant LR et le FN/RN dans les sondages, il a toutes les chances de rafler des soutiens venant de ces deux organisations, et d'être en capacité dans un éventuel second tour de cumuler les reports de voix de leurs électeur·e·s respectifs. Ce n'est pas simplement que l'opportuniste

est structurel chez des gens dont la politique est la profession ; c'est aussi que le terrain a été préparé par une dérive idéologique de la droite depuis deux décennies, ce qui nous renvoie au sarkozysme.

Si des philosophes pour médias peuvent appeler à tirer à balles réelles sur les Gilets jaunes ou confesser qu'ils voteraient plus volontiers pour Marine Le Pen que pour Jean-Luc Mélenchon (ce qui n'est pas pour surprendre quiconque a une connaissance de la faillite absolue d'une grande partie de l'intelligentsia durant l'entre-deux-guerres), si un porte-parole de LR peut tranquillement affirmer que les Blancs subirait une « épuration ethnique » dans les quartiers populaires et d'immigration, ou encore si des parlementaires de droite peuvent appeler à la dissolution de l'UNEF, on voit mal ce qui pourrait conduire la droite à ne pas s'offrir corps et âme – c'est-à-dire

organisationnellement et idéologiquement – à Zemmour. Ignorer Zemmour n'est malheureusement pas une option pour les anti-capitalistes et les mouvements sociaux. Si celui-ci est bien le produit de deux décennies au moins de transformations politiques et idéologiques, et en grande partie un monstre créé de toutes pièces par les médias dominants, il est à présent un acteur central de la fascisation, qu'il nous faut impérativement combattre en tant que tel. Reste que, comme dans le cas de Trump ou de Le Pen, le « tout sauf Zemmour » est une impasse.

Ugo Palheta

1 – <https://www.contretemps.eu/zemmour-fascisme-racisme-symptome-morbide-palheta/>



CHARMAG

Le chiffre

5 900 milliards

C'est, en dollars, selon un rapport du FMI, le montant des subventions publiques mondiales au charbon, au pétrole et au gaz. La plus grande part correspond à la prise en charge, par la collectivité, du coût en matière de santé et d'environnement.



Agenda

Vendredi 15 octobre, conférence sur le 17 Octobre 1961, Strasbourg.

À 19h30 au FEC (17 place Saint-Étienne), avec Olivier Le Cour Grandmaison. Organisée par D'Ailleurs nous sommes d'ici 67 et l'ATMF.

Dimanche 17 octobre, manifestation pour les 60 ans du 17 Octobre 1961.

Paris. À Paris : 15h, du cinéma REX au pont Saint-Michel. À Strasbourg : 17h30 du Pont Corbeau vers la Place du 17 octobre 1961.

Judi 21 octobre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Paris 20°.

À 20h à La Bellevilloise, 19-21 rue Boyer.

Samedi 23 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan (65).

À 14h, RDV à la gare de Lannemezan (voir article page 8). Infos sur <https://liberonsgeorges.samizdat.net>

Samedi 23 octobre, manifestation contre les violences de l'extrême droite, Lyon

À 14h30, Bellecour.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauantipartialisantcapitaliste.org

NO COMMENT

Le nouveau mode de calcul des allocations chômage met en place un système juste, efficace et cohérent.

TRIBUNE DE 100 « ÉCONOMISTES », lemonde.fr, 9 octobre 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur
de publication :
Julien Salingue

Secrétaire
de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BELGIQUE Imposons la régularisation des sans-papiers par la lutte!

Ci-dessous, le texte du tract qui a été distribué par la Gauche anticapitaliste (Belgique) lors de la manifestation «We are Belgium too» dimanche 3 octobre.

La crise du Covid-19 a exacerbé les inégalités et les injustices sociales. Les personnes sans-papiers sont parmi les plus précaires en Belgique et cette situation s'est aggravée depuis plus d'un an. On estime qu'ils et elles sont près de 150 000 dans tout le pays.



Sans papiers, sans droits

Concrètement, comment se traduit ce refus belge de leur donner des papiers? Cela signifie que la Belgique refuse des droits à une partie de ses habitantEs :

- Les personnes sans-papiers n'ont pas le droit de travailler légalement. Elles travaillent généralement au noir et sont exploitées par des patrons peu scrupuleux qui ne payent pas de cotisations sociales. Il y a donc très peu de possibilités d'améliorer leurs conditions de travail ou de faire grève pour contester leur exploitation car si elles perdent leur travail, elles n'ont pas droit au chômage ;
- Si elles sont confrontées à un souci judiciaire, elles n'ont quasiment pas le droit de porter plainte car le risque d'une arrestation est grand ;
- L'accès aux soins n'est pas remboursé. Seule l'aide médicale urgente est gratuite à condition de disposer d'une adresse et d'être couvertE par un CPAS ;
- Tout déplacement ou sortie dans un lieu public est risquée car des rafles policières sont organisées régulièrement dans les transports en communs par la police afin d'y chasser les personnes sans-papiers.

Le gouvernement est coupable

Le gouvernement fédéral a démontré toute sa détermination à poursuivre la politique menée par Theo Francken lorsqu'il était secrétaire d'État à l'asile et à la migration. Alors que des sans-papiers avaient entamé une grève de la faim en mai, suivie d'une grève de la soif en juillet, le gouvernement (PS, Écolo, Vooruit et Groen inclus) est resté sourd aux revendications des sans-papiers pour une régularisation. Tandis qu'un risque de plusieurs décès était imminent, un « accord » a finalement été trouvé pour l'arrêt de la grève. En réalité ce fut une nouvelle giflette car cet accord ne contenait que de vagues promesses (dont certaines ne sont déjà plus tenues).

C'est pourquoi il est urgent de construire un large front unitaire et démocratique de soutien aux personnes sans-papiers pour la régularisation de toutes les personnes sans-papiers immédiatement et sans condition.

Pour l'égalité, pour un autre monde

C'est possible, à condition de faire le choix d'un monde qui ne fasse pas passer les profits avant nos vies. Prenons l'argent là où il est (chez les riches), partageons notre temps de travail pour travailler moins (sans perte de salaire) et en donner à tout le monde (embauches compensatoires)...

La Gauche anticapitaliste reste mobilisée aux côtés des personnes sans-papiers pour :

- La suppression des centres fermés qui ne sont rien d'autre que des prisons pour des personnes qui n'ont commis aucun crime!
 - La gratuité à 100% de tous les soins pour touTEs!
 - Justice pour Mawda et toutes les victimes de violences/abus/homicides de la police.
 - La régularisation de toutes les personnes sans-papiers sans condition et les mêmes droits pour touTEs! L'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation pour touTEs!
- Un autre monde est possible mais il faudra lutter pour l'imposer!

Gauche anticapitaliste (Belgique)

ÉTATS-UNIS Biden concentre sa politique étrangère sur la Chine

Le président Joseph Biden a recentré la politique étrangère et la stratégie militaire des États-Unis sur les deux grandes puissances impériales rivales de l'Amérique : la Russie et la Chine, et plus particulièrement sur cette dernière.

Avec la deuxième plus grande économie du monde, qui connaît toujours une croissance phénoménale de près de 8% par an, avec son initiative « Route de la soie » de plusieurs milliards de dollars qui étend son emprise économique à travers l'Asie et jusqu'à l'Europe et l'Afrique, et avec la promesse de son dirigeant Xi Jinping de faire de son pays une puissance militaire de « classe mondiale » qui se réalise progressivement, la Chine est au centre de la politique et de la stratégie des États-Unis. Les actions agressives de la Chine dans la construction d'îles en mer de Chine méridionale, ainsi que ses manœuvres militaires menaçantes près de Taïwan, ont clairement montré ses ambitions.

Les errements de Trump

L'ancien président Donald Trump a défié la Chine de sa manière typiquement erratique. En tant que candidat, Trump a fréquemment critiqué la Chine dans ses tweets et ses discours, l'accusant de manipulation de la monnaie, de vol de propriété intellectuelle, de subventions gouvernementales aux exportations et de créer ainsi un énorme déséquilibre commercial. « Nous ne pouvons pas continuer à permettre à la Chine de violer notre pays », avait-il déclaré. Les harangues de Trump sur la Chine ont bien joué auprès de sa base de propriétaires de petites entreprises et de travailleurs de la « ceinture de



WIKIMEDIA COMMONS

la rouille» (zones où sont implantées les industries traditionnelles). En tant que président, Trump a lancé une guerre tarifaire avec la Chine, chaque pays ayant imposé des droits de douane sur des centaines de milliards de dollars de marchandises. Mais cela a conduit à un ralentissement de l'économie US. Des centaines de milliers d'emplois ont été perdus, de nombreux agriculteurs ont fait faillite – et pourtant, le déficit commercial a augmenté. Pourtant, sa base lui est restée fidèle.

Trump a renforcé les contrôles des exportations et des investissements, et la Chine a fini par signer un accord promettant de mettre fin à la dévaluation de la monnaie et au vol de la propriété intellectuelle. Dans le même temps, Trump a félicité Xi Jinping pour son leadership, le qualifiant d'« ami » et d'« homme incroyable ». Il a fait

l'éloge de la façon dont Xi a géré les manifestations de Hong Kong, alors que le gouvernement central chinois étrangeait le mouvement démocratique dans cette ville. Trump a refusé de s'exprimer sur le million de Ouïghours détenus dans la province du Xinjiang (certains membres de son cabinet l'ont fait). Trump a d'abord fait l'éloge de la façon dont Xi a géré le coronavirus en Chine, mais plus tard, lorsque le virus s'est propagé aux États-Unis, il a accusé la Chine d'être responsable de la pandémie de Covid, qu'il a appelée la « Kungflu » (« flu » signifie « grippe »), attisant ainsi le sentiment anti-chinois et le racisme anti-asiatique. Trump a exigé des centaines de milliards de dollars de dommages et intérêts et a menacé de punir la Chine d'une manière ou d'une autre, mais ce n'était qu'une mascarade. En se

NICARAGUA « L'élite au pouvoir » et les élections de novembre 2021

Éléments d'analyse sur les dynamiques sociales et politiques au Nicaragua un mois avant les élections générales prévues le 7 novembre.

pratiquement, le concept de la lutte des classes. L'avilissement des plus pauvres, sous le règne d'une corruption politique multifacette, favorise le maintien au pouvoir des classes dominantes.

Pour rester au pouvoir, Ortega, dont le gouvernement fonctionne comme une kleptocratie, réprime les mouvements sociaux et les divers secteurs critiques à l'égard de son gouvernement. Des centaines de personnes « ordinaires » quittent le pays chaque jour. Parmi eux, des centaines d'adolescentEs et de femmes sont contraints de quitter le Nicaragua, où le gouvernement corrompu et dictatorial n'est pas en mesure de fournir les biens de première nécessité qu'exige la survie quotidienne.

Où ira le Nicaragua après la farce électorale de novembre 2021? Clairement vers le parti unique, où en plus du parti « orteguiste » existeront un certain nombre de partis qui décoreront le paysage politique, mais qui n'ont et n'auront aucune influence sur l'élaboration des politiques publiques. Et ils ne luttent pas – et ne lutteront pas – pour la libération des prisonniers



WIKIMEDIA COMMONS

politiques et pour le retour en sécurité des exilés.

Vaincre la dictature

Ceux qui vont participer avec Ortega à cette farce électorale sont des partis fabriqués par lui, ce sont des gens qui se prêtent à cet opérahouffe. Le régime leur promet, en échange de cette participation à ce cirque, de recevoir un ou deux sièges à l'Assemblée nationale et/ou quelques postes dans l'appareil d'État. Ortega obtiendra sûrement environ 70% des députés à l'Assemblée nationale ; le reste

concentrant sur les questions économiques, puis sur le Covid, Trump a eu tendance à ignorer le rôle géopolitique de la Chine.

L'approche de Biden

L'approche de Biden face au défi chinois est tout à fait différente. Tout d'abord, il se concentre principalement sur la géopolitique et la stratégie militaire. Cela a été clairement démontré par la signature par l'administration Biden d'un accord avec l'Australie pour lui fournir des sous-marins nucléaires. En s'appuyant sur le « Quad » – une alliance souple entre les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie – Biden espère construire une coalition plus forte pour contenir la Chine.

Deuxièmement, Biden veut renégocier le Partenariat transpacifique, une alliance économique, négociée avec plus d'une douzaine de pays du Pacifique en 2016 par le président Barack Obama. Trump a retiré les États-Unis du TPP dès le premier jour de son mandat. La renégociation du TPP par Biden poserait une base économique solide pour contrer la Chine.

L'opposition à la Chine est populaire aux États-Unis. La proportion d'ÉtatsunienEs qui considèrent la Chine comme le plus grand ennemi du pays a doublé l'année dernière, passant de 22% à 45%. La gauche étatsunienne, qui ne dispose pas d'un mouvement anti-guerre puissant, a peu de moyens de résister au militarisme croissant. Et certains gauchistes, apparemment aveugles à son régime autoritaire à l'intérieur et à ses ambitions impériales à l'étranger, soutiennent la Chine. La gauche a un gros travail à faire : expliquer l'existence de multiples puissances impériales dans le monde d'aujourd'hui et construire un mouvement de résistance à l'impérialisme US, tout en s'opposant à la Russie et à la Chine.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

sera réparti entre les partis. Nous sommes confrontés à une dictature qui n'a pas de limites, qui ne se fixe aucune limite, ce qui la mènera, certes, à son propre désastre (avec le pays).

Dès lors, à plus ou moins court terme, nous devons élaborer une stratégie commune et, à moyen terme, construire un instrument de lutte unitaire, efficace, pour vaincre la dictature. La défaite politique de l'opposition formelle a ouvert un débat sur les leçons à tirer. Cela est positif. Nous avons besoin de nouvelles expériences de lutte pour faire émerger de nouvelles générations de militantEs qui puissent créer des brèches dans un espace politique qui semble aujourd'hui « saturé ». Il s'agit donc d'accumuler des forces pour les nouvelles batailles politiques qui nous attendent. Il est nécessaire que nous gardions des espaces politiques ouverts, même restreints, afin que nous puissions élaborer une stratégie unificatrice qui nous permettra de constituer les éléments d'un contre-pouvoir alternatif pour sortir de la dictature.

Oscar René Vargas

SOMMET AFRIQUE-FRANCE À Montpellier, une mobilisation en demi-teinte face à l'enfumage macronien

C'est peu dire que, malgré les gros efforts militants déployés pour mettre sur pied un contre-sommet «France-Afrique», le résultat est relativement décevant : il est de fait un indicateur supplémentaire des difficultés à mobiliser qui sont le lot de cette rentrée sociale et politique.

Une politique de grande puissance en crise

Un colloque tenu le 2 octobre près de Montpellier avait certes rassemblé, avec un bon succès d'audience (une centaine de présentEs), divers militantEs et spécialistes critiques des questions franc-africaines. La réunion fut riche d'exposés et d'échanges prometteurs quant à la mise en place de contre-feux à la propagande autour d'un sommet conçu comme une opération promotionnelle du président de la République.

L'international et, particulièrement l'Afrique, occupent en effet une place de choix dans la pré-campagne électorale, cherchant à faire oublier au moins deux choses : d'une part, la réalité d'une politique de grande puissance en crise, et donc d'autant plus agressive, de par la concurrence aiguës que lui font subir les puissances dites émergentes ; d'autre part, la réalité crue d'une politique intérieure antisociale et liberticide.

En un mot, ce sommet pouvait se résumer à une scandaleuse opération de diversion politicienne sur ce qu'en France comme en Afrique, l'État met en place comme agressions sociales ici et, via les États corrompus à sa botte, là-bas ; comme exactions policières, ici, militaires, là-bas ; comme intox

Entre 1000 et 1500 manifestantEs, dont les camarades du NPA parmi lesquels Philippe Poutou, ont défilé samedi dernier dans les rues de Montpellier pour dénoncer le sommet «Afrique-France» voulu par l'Élysée, en symbiose active avec le maire socialiste de la ville.



sur la lutte antiterroriste transformée, par amalgame, en campagne islamophobe ici, et en prétexte à des campagnes militaires ciblant les populations civiles, là-bas, etc.

«En même temps», encore et toujours

C'est avec cette volonté de mystifier les consciences en France comme en Afrique que ce sommet s'est déroulé en deux temps : en mai, à Paris, pour réunir les chefs d'État africains autour de leur mentor français afin de discuter de l'essence même des rapports France-Afrique, à savoir le renforcement d'un consensus des élites locales lézardé, en partie sous la pression des défiances, voire des mobilisations populaires, pour que se perpétue, au prix de quelques aménagements cosmétiques, la relation de domination/subordination ; et

donc, en octobre, une grand-messe à l'immense espace Aréna montpelliérain avec la mise en scène d'un Macron, tout sourire médiatique, dialoguant avec des membres de la diaspora africaine sur les nouvelles relations à établir et les mesures à prendre à cette fin en faveur de la démocratie et du développement en terre africaine, toutes choses que la rencontre parisienne avait exactement démenties.

La logique du «en même temps» a fonctionné à plein : médias aidants, le Docteur Jekyll Mister Hyde de l'Élysée, malgré quelques âpres interpellations africaines lors de ce raout montpelliérain, aura réussi son pari de se donner à voir comme l'homme de la situation en période de grandes tensions et bouleversements géopolitiques ; comme celui qui se pose en héraut du rapprochement des peuples mais, attention,

sous l'égide d'une communauté de destin... entrepreneuriale. Et cela «en même temps» qu'il maintient intacts les mécanismes de la dette et les logiques guerrières structurant la dépendance et le sous-développement de l'Afrique «française» !

Manifestation de rue

Les organisateurs du contre-sommet (associatifs, syndicalistes et politiques) se sont démenés pour mettre en œuvre ateliers, conférences et diverses animations avec diffusions de tracts dans la ville et forte communication sur les réseaux ; les migrantEs de la ville, mais aussi venus de la région parisienne, se sont mobilisés pour contribuer au succès de la manifestation. Mais il aura fallu que, sur la première partie de celle-ci, quelques milliers d'anti-pass sanitaire des samedis, emmenés par les blouses blanches, aient décidé de faire la jonction aux cris de «migrants solidarité» pour que la mobilisation prenne une certaine ampleur. Sans pouvoir cependant rompre le mur du silence médiatique qui s'est imposé afin que ce grain de sable militant ne vienne perturber l'enfumage élyséen. Sommet/contre-sommet, le rapport de forces était à l'évidence trop déséquilibré, la localisation dans une métropole périphérique s'avérant avoir été un pari payant pour démobiliser, dans le contexte d'atonie générale, espérons-le, provisoire. Partie remise... la solidarité continue !

Correspondant NPA 34

ITALIE À Rome, les fascistes s'attaquent frontalement au mouvement ouvrier

Retour sur l'attaque fasciste contre le local de la CGIL (Confédération générale italienne du travail) à Rome, perpétrée le 9 octobre.

Samedi 9 octobre, sur la Piazza del Popolo, lieu historique des manifestations de gauche, se sont rassemblés quelques milliers de manifestants contre le green pass. C'est un mouvement qui manifeste depuis des mois, alimenté par des positions, des réflexions et un imaginaire collectif qui ont peu de choses à voir avec les revendications que l'on entend d'habitude sur cette place. Il s'agit de l'univers vaste et composite «no vax» et de sa lecture un peu particulière de la réalité. Les bases communes de ce mouvement sont que le vaccin est un agent dangereux qui peut entraîner les pires ennuis, une norme antidémocratique et anticonstitutionnelle créée par une vague dictature sanitaire. Et, comme c'est le cas dans d'autres parties du monde, la direction politique et l'organisation de ce mouvement est entre les mains de l'extrême droite. Il est vrai, ceci dit, que le mouvement est divers, complexe, peu politisé et avec des références différentes. Mais l'extrême droite y est hégémonique.

Une très grave attaque

La preuve en est que, peu après, un cortège, important et menaçant, a quitté la place et s'est dirigé vers la Bourse du travail (Camera del Lavoro), le siège national historique de la CGIL, le syndicat le plus important du pays, symbole du mouvement ouvrier. Des centaines – sinon des milliers – de manifestants bizarres (squadristes de Forza Nuova venus de toute l'Italie, voyous des virages des stades, jeunes des hauts quartiers et des «favelas» de Rome, complotistes de toutes sortes) ont attaqué et dévasté la Bourse du travail jusqu'au cinquième étage. Les forces de police les ont laissés faire et ne sont pas intervenues, faisant preuve d'un totale complicité avec les assaillants. La CGIL n'est plus, depuis longtemps, l'expression de la combativité et de la lutte de la classe ouvrière et sa direction a, depuis des années, une orientation politique de collaboration de classe. Mais elle reste la principale structure du mouvement ouvrier italien ; elle représente un symbole et une organisation décisive pour la grande majorité des travailleurEs, un patrimoine historique et culturel incontournable, un syndicat qui organise des millions de personnes. L'attaque de son siège national est très grave ; c'est une véritable déclaration de guerre au mouvement ouvrier de la part des bandes fascistes.

Ne laissons pas d'espace aux fascistes

La riposte à l'agression ne s'est pas fait attendre : déjà, pendant la nuit de samedi et le dimanche matin, des milliers de personnes se sont rassemblées devant les bourses du travail dans tout le pays, démontrant ainsi non seulement leur solidarité avec la CGIL mais aussi la défense du mouvement ouvrier, de son histoire et de ses possibilités d'action. Une manifestation nationale est prévue à Rome le samedi 16 octobre.

Et le lundi 11, il y a eu une grève générale, prévue depuis longtemps par les syndicats de base, en défense de l'emploi, des salaires et des droits syndicaux, avec des manifestations dans tout le pays, bien plus importantes que les initiatives semblables de ces dernières années ; c'est un signal positif.

Reste le fait, pour les grandes organisations syndicales, que les déclarations grandiloquentes et rhétoriques sur l'antifascisme ne serviront pas à grand-chose si l'on n'est pas capable d'organiser un mouvement syndical indépendant et de classe – de ce point de vue, l'accolade fraternelle entre le secrétaire de la CGIL et Draghi ne laissent pas espérer grand chose. Pour battre les fascistes et clarifier l'histoire complexe du green pass, il faut un mouvement ouvrier fort, qui sache se défendre efficacement par rapport aux licenciements et aux restructurations sauvages post-covid des entreprises. Et qui ne laisse pas le moindre espace aux fascistes, dans la rue et dans la bataille politique elle-même.

Fabrizio Dogliotti, traduction Bernard Chamayou

Le chef d'État tunisien a formalisé le 22 septembre son coup d'État institutionnel en promulguant des dispositions exceptionnelles renforçant ses pouvoirs au détriment du gouvernement et du Parlement, auxquels il va de facto se substituer en légiférant par décrets. Quelques jours plus tard, pour former un nouveau gouvernement, il nommait comme Première ministre Najla Bouden, première femme dans l'histoire du pays à accéder à ce poste, dont il a néanmoins considérablement réduit les prérogatives.

Cadre démocratique en danger

Mais depuis son coup d'État institutionnel, Kaïs Saïed a ciblé plusieurs personnalités par des dizaines d'arrestations, d'assignations à résidence et d'interdictions de voyager arbitraires, dans le cadre de sa « croisade anticorruption ». Cela n'a pas empêché le président de maintenir des relations proches avec l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA, une association patronale), qui constitue pour beaucoup de militantEs une des sources principales de la corruption.

À la mi-septembre, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Noureddine Taboubi, a mis en garde pour la première fois le président en déclarant : « Si vous essayez de vous écarter de la voie de l'État civil et démocratique, alors le syndicat est là, prêt et rompu aux combats. »

TUNISIE Loin du Printemps

Le 25 juillet, le président tunisien Kaïs Saïed renvoyait le gouvernement et suspendait le Parlement, s'arrogeant des pouvoirs exceptionnels. Ces mesures remettent en cause le cadre et les droits démocratiques obtenus par la chute du dictateur Ben Ali en 2011.

Le syndicaliste a en outre dénoncé son « accaparement du pouvoir ».

Aucune amélioration des conditions de vie

Le coup de force du président Kaïs Saïed a reçu initialement un soutien populaire assez significatif, à cause des frustrations accumulées par de larges secteurs des classes populaires devant l'accroissement des inégalités sociales, de la pauvreté, du chômage et l'incurie des partis au pouvoir, sur fond de flambée de l'épidémie de Covid-19. Avec près de 24 500 décès, la Tunisie a enregistré le nombre de mortEs par habitantEs le plus élevé des régions arabe et africaine. Le pays a du reste comptabilisé 7 773 protestations sociales au cours des six premiers mois de 2021, contre 4 566 pour la même période en 2020, selon de récentes statistiques publiées par l'ONG Front tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES). Le mouvement d'inspiration fondamentaliste islamique Ennahdha, au pouvoir depuis 10 ans à travers diverses coalitions gouvernementales, a été en particulier la cible des manifestantEs qui sont descendus dans la rue pour soutenir



Kaïs Saïed. WIKIMEDIA COMMONS

les mesures du président tunisien. Ennahdha a encouragé des politiques néolibérales, des mesures de privatisations et d'austérité, appauvrissant encore plus les classes populaires. Les gouvernements tunisiens successifs se sont endettés toujours davantage envers les créanciers étrangers.

De même, le bilan de ce mouvement quant aux questions démocratiques est loin d'être positif, avec des mesures de répression importantes contre les mouvements sociaux et son opposition à l'égalité hommes-femmes.

Kaïs Saïed, une alternative ?

La responsabilité d'Ennahdha et d'autres partis au pouvoir depuis

2011 est claire dans la crise socio-économique et politique du pays. Cela dit, Kaïs Saïed ne constitue en aucun cas une alternative progressiste, bien au contraire. Comme l'a déclaré Hama Hammami, le secrétaire général du Parti des travailleurs tunisiens, « la guerre entre Saïed et les partis politiques n'est pas une guerre sur des approches différentes des problèmes économiques de la Tunisie, mais sur le pouvoir ». De même, Saïed est profondément conservateur, opposé à l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'héritage, à la dépenalisation de l'homosexualité et à l'abolition de la peine de mort. Finalement, ses actions constituent un pas en arrière dans la défense des droits démocratiques des classes populaires.

Il faut s'opposer à la dérive autoritaire du président Saïed, tout en soutenant les alternatives progressistes et démocratiques qui se confrontent à Ennahdha et aux autres partis au pouvoir, pour empêcher le retour à un statu quo insupportable pour les classes populaires tunisiennes.

Joseph Daher

Article publié dans le n°395 de solidarité5 (Suisse)

Le 17 Octobre 1961, à l'appel de la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN), ce sont plusieurs dizaines de milliers d'AlgérienEs, hommes, femmes et enfants, qui vont tenter de se regrouper en trois manifestations à Paris pour protester contre les violences exercées par la police depuis des mois et la mise en place d'un couvre-feu depuis le 5 octobre. La police tente d'empêcher les regroupements en procédant à des milliers d'arrestations, au matraquage, à la noyade, à l'assassinat des manifestantEs. Après les arrestations, les AlgérienEs sont entassés dans des conditions d'hygiène insupportables dans des commissariats, au Palais des Sports de la porte de Versailles, dans le stade Pierre de Coubertin et à la préfecture de police de Paris où ils et elles sont de nouveau humiliés, tabassés, assassinés en masse.

Le bilan de ces jours de terreur raciste continue à faire débat. Alors que l'on connaît à l'unité près le nombre de mortEs du Bataclan ou du 11 septembre 2001, les « meurtres coloniaux » restent inchiffrables. De Sétif et Guelma à la bataille d'Alger, en passant par la révolte à Madagascar en 1947, le bombardement de Haïphong (1946) et la guerre d'Indochine, on doit se contenter de sinistres sous-estimations officielles et les chiffres des historienEs sont régulièrement contestés.

Des crimes inchiffrables mais pas indéchiffrables. Les exactions policières, notamment racistes, sont non seulement « couvertes » par la hiérarchie et le pouvoir mais préparées, organisées par celui-ci. Une tradition de la « police républicaine », de Jules Moch à Darmanin en passant par Mitterrand, Pasqua, Sarkozy ou Valls, illustrant la formule d'Engels qualifiant l'État de « bande d'hommes en armes ». La reconnaissance partielle des faits, une plaque ou un monument érigés ici ou là ne sauraient susciter oubli ou pardon. Et l'on ne peut rien espérer d'un Macron qui tente d'imposer la vision du colonisateur au peuple algérien et marche sur les plates-bandes de l'extrême droite, et alors que, de l'extrême droite au PCF, « tout le monde aime la police ». La mobilisation des historienEs, des militantEs antiracistes et anticolonialistes, devra imposer que soit reconnu ce crime d'État.



CRIME RACISTE, CRIME D'ÉTAT

LA BATAILLE DE PARIS*

La préfecture de police de Paris, sous la direction de Maurice Papon depuis mars 1958, a tout fait, en vain, pour démanteler les structures de collecte de fonds de la Fédération de France du FLN (FF-FLN) qui finançaient la guerre d'indépendance, et pour mettre fin aux attentats de la FF-FLN contre des policiers et militaires impliqués dans la lutte contre le nationalisme algérien (une vingtaine de policiers et de militaires tués en 1961).

Violence et impunité

La stratégie répressive de la police visait toute la population algérienne de la région parisienne (au nombre de quelque 150 000 personnes), à travers des violences parfois létales (dont la torture), rafles, contrôles au faciès, internement, tracasseries administratives, et ciblait les quartiers à forte densité algérienne. Le couvre-feu contre les « Français musulmans d'Algérie » (leur qualification administrative), instauré le 5 octobre 1961, a ainsi rendu encore plus invivable le quotidien des AlgérienEs : si cette mesure visait officiellement à limiter les attentats du FLN contre les policiers, elle cherchait également, sinon surtout, à compromettre les collectes de fonds et constituait une forme de punition collective caractéristique de la répression coloniale.

L'impunité répressive allait de la base policière jusqu'au sommet (Papon) : chaque policier se savait couvert quand il s'agissait de réprimer les AlgérienEs, et des éléments favorables à l'extrême droite exerçaient une influence importante dans la police parisienne. L'opinion parisienne, quant à elle, très hostile dans sa grande majorité aux AlgérienEs, s'émouvait peu contre ces violences policières, sauf



à quelques reprises en ce qui concernait les agissements des « harkis », la Force de police auxiliaire composée d'Algériens qui intervenaient, toujours sous la direction d'agents « européens », à partir de mars 1960, dans des quartiers où vivaient beaucoup d'AlgérienEs. La version officielle, pour expliquer les cas de morts suspects d'AlgérienEs, consistait à les attribuer à des règlements de comptes entre nationalistes ou à la légitime défense des policiers. Cette stratégie répressive avait le soutien des différents membres du gouvernement pourtant divisé entre les partisans du maintien de l'Algérie sous domination française, comme le Premier ministre Michel Debré, et ceux qui suivaient les positions gaulliennes en faveur d'une solution négociée pour l'indépendance avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), instance politique principale du FLN. En effet, les ministres favorables à la ligne gaullienne pensaient qu'il fallait affaiblir le FLN afin de pouvoir discuter à partir d'une position de force avec le GPRA. Le membre le plus

« libéral » du gouvernement, le garde des Sceaux Edmond Michelet, en conflit avec Papon et hostile aux violences illégales, avait été écarté en août 1961.

Le 17 Octobre dans la stratégie d'« internationalisation »

Face à la montée de la répression au cours de l'été et du mois de septembre 1961, en lien avec l'évolution des relations entre l'État français et le GPRA, et a fortiori avec l'instauration du couvre-feu du 5 octobre, le FLN a subi une pression très forte de sa « base » militante pour riposter. Cependant, contester militairement les forces de l'ordre était jugé dangereux et contre-productif. Par conséquent, l'idée d'une manifestation centrale et pacifique a constitué une sorte de « compromis » entre l'absence de toute réaction d'une part, et l'emploi de la violence d'autre part. Cette mobilisation devait permettre aux AlgérienEs de boycotter de fait le couvre-feu en manifestant très publiquement leur présence et leur mécontentement, et renforcer la représentativité du FLN auprès de l'opinion mondiale

dans la ville-vitrine, stratégie appelée « internationalisation ». Les mobilisations du 17 Octobre devaient être suivies d'une grève des commerçants (18 octobre) et de manifestations de femmes algériennes (20 octobre).

L'organisation de ces journées de mobilisation est arrivée au terme de discussions assez complexes entre les responsables nationalistes à Paris, les leaders de la FF-FLN, réfugiés en Allemagne de l'Ouest depuis 1958 et qui étaient donc éloignés du terrain, et les ministres du GPRA (Tunis). Parfois, cette complexité venait tout simplement de problèmes de communication en situation de clandestinité entre Cologne, Paris et Tunis. Parfois, au contraire, se profilaient des tensions, politiques ou organisationnelles, entre ces différents niveaux du FLN. Avec le recul dont dispose l'historien, on peut dire que les responsables nationalistes algériens de tous les échelons avaient sous-estimé le risque d'une répression massive le 17 Octobre et les jours suivants. Tout était déjà en place pour assurer l'occultation du massacre et l'organisation du silence et de l'impunité : un président de la République qui soutenait son gouvernement, lui-même solidaire de sa police dont l'escamotage des violences illégales, bien rodé, est intervenu après que des parlementaires, élus locaux, militants et journalistes eurent contesté la version mensongère du gouvernement et de la police, qui parlait de deux morts côté algérien. Dès novembre 1961, l'attention des partis de gauche et des syndicats est passée à la lutte antifasciste, thème moins controversé que l'Algérie et capable de rassembler socialistes et communistes malgré la guerre froide. Au même moment, le GPRA ne souhaitait pas que la répression du 17 Octobre 1961 vienne compromettre les négociations en vue de l'indépendance.

Jim House

* Titre de l'incontournable contribution de Jean-Luc Einaudi.

DES DIZAINES D'ANNÉES DE DÉNI ET DE MENSONGES ORGANISÉS

Le 18 octobre, toute la presse évoque la manifestation des AlgérienEs et la répression. La presse de droite, le *Parisien libéré*, *L'Aurore*, *Paris-Jour*, reprennent la version officielle: «*De violentes manifestations nord-africaines emmenées par des tueurs*» qui auraient tiré sur les forces de police. «*C'est inouï! Pendant trois heures 20 000 Musulmans algériens ont été les maîtres absolus des rues de Paris*». La presse de gauche, *L'Humanité* et *Libération*, reste très prudente. *L'Humanité* dénonce les violences, sans parler de massacre ni de crime, et précise qu'elle ne peut pas en dire plus en raison de la censure. *France Soir* fait tout de même état de violences policières et le *Figaro* de «*violences à froid*» dans les lieux où les AlgérienEs ont été internés. *Le Monde* accuse les Algériens: «*C'est le terrorisme musulman qui porte la responsabilité de ces drames*».

Quant à la télévision, gérée alors d'une main de fer par le pouvoir gaulliste, elle consacre deux minutes au sujet, en commençant par montrer... des vitrines brisées. On entrevoit à peine des files d'Algériens que la police fait monter dans des autobus.

Des débrayages limités et des pétitions

Le bureau politique du PCF publie le 18 octobre une déclaration dénonçant la répression, sans en souligner l'ampleur, et appelant à «*des initiatives en vue d'organiser dans l'unité la lutte de masse dans les usines et les localités afin que se réalise concrètement l'unité des travailleurs français et algériens*». Ce communiqué souligne aussi

«*la nécessité d'en finir avec la guerre d'Algérie*» et d'«*imposer une véritable négociation avec le GPRa sur la base de l'application du principe de l'autodétermination*». Mais cet appel ne contient aucune consigne précise et les organisations de base du parti n'en reçoivent pas.

La CGT Renault diffuse dès le 18 un tract nettement plus précis. Et pour cause! De nombreux travailleurs algériens manquent sur les chaînes, mais des rescapés ont pu informer leurs camarades. «*Le nombre exact de morts est pour le moment caché. [...] Les policiers qui ont tiré sont ceux qui matraquent les travailleurs français quand ils font entendre leur mécontentement*». Mais la CGT n'appelle qu'à «*signer dès cet après-midi des pétitions*» et à organiser des délégations de protestation en direction des mairies...

Il n'y aura que des débrayages limités chez Renault et dans quelques autres entreprises de la région parisienne, comme Thomson Gennevilliers, la Saviem de Saint-Ouen. Une demi-heure seulement à Thomson Bagneux. La CGT félicitera par la suite les membres du personnel de la RATP qui auraient refusé de charger les Algériens rafles par la police, mais on ne trouve pas trace de ces refus. En revanche, aux dépôts de Choisy-le-Roy et de la Croix-Nivert, les employés ont refusé... de nettoyer les traces sanglantes qui souillaient les autobus.

La police exige l'impunité

Claude Bourdet, conseiller municipal de Paris, dirigeant du PSU, interpelle Papon en termes vigoureux tout en ménageant la police



DR

qu'il refuse d'incriminer dans son ensemble. Jacques Duclos (PCF), de son côté, s'en prendra à Roger Frey, ministre de l'Intérieur, à l'Assemblée. Tous deux dénoncent la violence de la répression, mais sans paraître mesurer son ampleur. Il sera question d'une commission d'enquête, mais celle-ci ne verra jamais le jour. Dès que certains aspects de la barbarie policière ont été évoqués, les syndicats de police sont montés au créneau, à commencer par le plus puissant, le SGP – Syndicat général de police, dirigé alors par Gérard Monate, proche de la SFIO. Les policiers exigent donc à leur habitude l'impunité totale. Monate les rassurera par ces mots au cours d'un conseil syndical: «*Pour ce qui s'est passé lors de la manifestation, tout est couvert par le préfet*» (Papon). De fait, aucun policier ne sera jamais inquiété par la suite.

Des voix critiques se sont fait entendre au cours de ce conseil, mais ont été largement couvertes par la majorité des syndicalistes policiers présents. Les quelques

policiers indignés par le comportement de leurs collègues ont été impuissants à endiguer la barbarie. Certains ont même été menacés de mort pour avoir osé émettre des critiques. Un tract signé «*des policiers républicains*» sera néanmoins adressé clandestinement à la presse et à des personnalités politiques.

Que savait-on à l'époque?

Les dirigeants du PCF, qui avaient notamment été alertés par quelques policiers encore adhérents du parti et des cégétistes ne disposaient semble-t-il pas d'une vue d'ensemble de la répression. Le FLN lui-même ne semble pas avoir su le nombre de victimes. Une déclaration du GPRa (Gouvernement provisoire de la république algérienne) ne parle que de cinquante morts et d'une centaine de blessés. Quant aux militants de base du PCF et de la CGT, même ceux des entreprises où leurs collègues algériens avaient participé à la manifestation, ils n'avaient que peu d'informations.

Une dénonciation plus précise du massacre viendra un peu plus tard de petites publications comme *Vérité-Liberté*, *les Temps modernes*, *Témoignages et documents*, qui seront toutes systématiquement saisies. L'éditeur militant François Maspero tentera de publier une enquête de la journaliste Paulette Péju, *Ratonnades à Paris*. Mais celle-ci sera également saisie. Tout cela circulera tout de même clandestinement, mais en un très petit nombre d'exemplaires. Toutefois, l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien*, très engagé contre la guerre d'Algérie, publiera un dossier dès le 27 octobre avec les célèbres photos prises par Elie Kagan au péril de sa vie¹.

Un appel est lancé par une vingtaine de personnalités, dont Aragon, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Elsa Triolet, Marguerite Duras, André Breton, Pierre Vidal-Naquet. Marguerite Duras publie un texte particulièrement virulent dans *France Observateur*, dans lequel elle compare le 17 Octobre avec l'extermination du ghetto de

Varsovie. Un rassemblement réunit 2000 étudiantEs et enseignantEs dans la cour de la Sorbonne. Une manifestation boulevard Saint-Michel ne comptera que deux ou trois cents étudiantEs.

Par la suite, le souvenir du 17 Octobre devait être occulté par un autre massacre, celui du 8 février 1962, quand huit militants du PCF furent assassinés par des CRS à la station de métro Charonne, alors qu'ils manifestaient contre un attentat de l'OAS. Ce n'est que vingt ans plus tard que le massacre du 17 Octobre cessera d'être un tabou médiatique et politique, avec le succès d'un roman de Didier Daeninckx et surtout le travail de l'historien Jean-Luc Einaudi qui s'efforcera d'établir un bilan complet de cette sanglante répression². Entretemps, un certain nombre de porteurs de valises de la guerre d'Algérie étaient devenus des proches du Parti socialiste et du président Mitterrand. Les auteurs du massacre encore en vie avaient pris leur retraite. Même si le sujet restait sensible, dissimuler ce massacre n'avait donc plus la même nécessité impérative pour les gestionnaires de l'État.

Gérard Delteil

1 – Aucune affiche dénonçant le massacre du 17 Octobre ne fut éditée. Le seul souvenir d'une protestation visualisable reste l'inscription tracée sur les quais de la Seine par deux militants, dont notre camarade Jean-Michel Mention, alias Alexis Violet: «*Ici on noie les Algériens*».

2 – Didier Daeninckx, *Meurtre pour mémoire*, Série noire et Folio Gallimard; Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris, 17 octobre 1961*, Seuil. Il faut signaler aussi le film *Nuit noire* d'Alain Tasma, diffusé à la télévision en 2005, qui traite du massacre du point de vue d'un groupe de policiers et d'une façon un peu édulcorée.

LUTTER POUR LA RECONNAISSANCE D'UN CRIME D'ÉTAT

Soixante ans après les massacres du 17 Octobre 1961, il est singulier d'avoir à en rappeler les causes et les conséquences, les responsables et les diverses raisons qui ont longtemps favorisé l'occultation de ce crime d'État. Cette situation éclaire la façon dont ce crime a tout d'abord été obliéré par le déni et le mensonge forgé par les pouvoirs publics pour répondre aux accusations formulées par certains contemporains, puis minimisé ensuite par diverses stratégies discursives caractérisées par la pusillanimité des autorités françaises et des principales formations politiques de la gauche.

«Lynchage organisé»

Classique situation, en vérité, lorsque l'État commet ce type de crimes où se conjoignent des dispositions et des pratiques racistes, et des «*méthodes de terreur de masse*» qui violent les principes démocratiques dont cet État se réclame. D'abord «*instaurées à Alger par le général Massu*», entre autres, ces méthodes «*ont été transplantées à Paris*» par «*les tortionnaires de M. Papon*». «*La Seine*» en témoigne puisqu'elle «*charrie de noyés qui évoquent les noyés de la baie d'Alger, les crevettes du colonel Bigéard*». Les rafles réalisées par les forces de l'ordre et le «*Palais des sports*», où des milliers de manifestants ont été retenus dans des conditions atroces et tués parfois à «*coups de crosse*», rappellent le «*Vel d'hiv*» de 1942. *Les Algériens ont été traqués comme des bêtes, et*



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

la chasse au faciès a remplacé la recherche de la circoncision.» De même au Parc des Expositions où les policiers ont continué à manier «*matraque*» et «*nerf de bœuf*» contre les internés, longtemps laissés sans soin ni nourriture. Identifiés comme des «*meneurs*», certains ont été exécutés sommairement, reconnaissent des fonctionnaires de police. Ces citations sont extraites du numéro de *Vérité-Liberté*¹ paru en novembre 1961. On y apprend beaucoup sur ces massacres et sur les connaissances qu'en avaient certains contemporains. En attestent, notamment, les «*remarques finales*» rédigées par

l'historien Pierre Vidal-Naquet. Membre du comité de rédaction, il constate que si les violences commises par la police en ce mois d'octobre ne sont pas nouvelles, elles se caractérisent néanmoins par leur «*ampleur*». Aussi n'hésite-t-il pas à les qualifier de «*massacre*» en rappelant que depuis «*l'été 1961*», il «*est à peu près certain que plusieurs centaines d'Algériens ont disparu dans la région parisienne*». De son côté, la revue *les Temps modernes* dénonce les «*raids de harkis*», le «*lynchage organisé*» des Algériens et, le 17 octobre, les «*flics*» lâchés comme des «*chiens pour la curée*» par «*le préfet qui ordonne, le ministre qui*

autorise» et le «*gouvernement qui couvre l'ignoble déchaînement du racisme*».²

Techniques de la guerre contre-révolutionnaire

Ce racisme est aussi dénoncé par l'«*Appel au peuple français*» rédigé par la Fédération de France du FLN, en date du 18 octobre. À preuve, le «*couvre-feu spécial*» imposé depuis le 5 octobre aux seuls Algériens par Maurice Papon, qui «*se prépare à une nouvelle bataille d'Alger*», les «*ratissages monstres*» et «*l'effusion du sang*»³. Enfin, pour souligner plus encore le caractère scandaleux des massacres, Paul Thibaud note: «*Sur les manifestations, sur*

le caractère massif, sur le calme, la dignité, la «*non-violence*» des participants, on a tout dit.» Pour beaucoup, c'est une évidence. «*De l'Humanité au Figaro, du Monde à France-Soir*», tous le «*confirment: les manifestants étaient disciplinés, pacifiques; (...) aucune arme ne fut trouvée sur les Algériens*».⁴

Crime et racisme d'État, crime contre l'humanité plus précisément, estime l'avocate et regretée Nicole Dreyfus, puisque les actes perpétrés dans la capitale en ce mois d'octobre 1961 ont été préparés puis mis en œuvre par la préfecture de police avec l'aval du gouvernement et du Premier ministre, Michel Debré. Conformément à l'article 212-1 du Code pénal, qui définit ce type de crime, il s'agit bien d'un plan concerté exécuté pour des motifs politiques et raciaux à l'encontre de civils, victimes de tortures, d'exécutions sommaires et de disparitions forcées⁵. Terrorisme d'État enfin, employé pour briser l'organisation parisienne du FLN et atteindre les AlgérienEs qui soutenaient l'organisation nationaliste. Pour les rédacteurs de *Vérité-Liberté* et des *Temps modernes*, il ne fait aucun doute que des techniques de la guerre contre-révolutionnaire conduite par la France en Algérie ont été importées en métropole. Mobilisés depuis plusieurs décennies, les héritiers de l'immigration coloniale et postcoloniale, aujourd'hui rejoints par plus d'une

centaine de signataires de l'Appel du collectif unitaire, réunissant de nombreux partis politiques, syndicats et associations, exigent que les crimes d'État du 17 Octobre 1961 soient enfin reconnus, les archives relatives à ces derniers ouvertes au plus grand nombre et un véritable lieu de mémoire érigé dans la capitale afin que nul n'ignore les torts insignes subis par les manifestantEs qui, au péril de leur vie et de leur liberté, ont courageusement manifesté pour défendre leur dignité et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Olivier Le Cour Grandmaison

1 – Journal clandestin fondé en 1960 dans l'objectif de diffuser les informations touchées par la censure sur la guerre d'Algérie.

2 – *Vérité-Liberté*, n°13, novembre 61, p. 1 et 7. L'article des *Temps modernes* est reproduit dans ce même numéro. Un an avant, le 6 septembre 1960, *Vérité-Liberté* a publié le *Manifeste des 121* sur «*le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie*».

3 – «*Appel au peuple français*», Front de libération nationale, Fédération de France, p. 1 (archives personnelles). Reproduit avec d'autres documents importants – dont des extraits du numéro précité de *Vérité-Liberté* – in Olivier Le Cour Grandmaison (dir.), *Le 17 octobre 1961. Un crime d'État à Paris*, Paris, La Dispute, 2001, p. 208 et suiv.

4 – *Vérité-Liberté*, op. cit., p. 7.

5 – Grâce au magistrat Louis Joinet, une convention internationale, entrée en vigueur le 23 décembre 2010, fait de la disparition forcée un crime contre l'humanité. Trois ans plus tard, le code pénal reprend cette qualification – art. 212-1.

TRANSDEV Un mois après, la grève continue!



« Transdev fait comme si ça ne leur faisait rien, mais ne vous trompez pas : la grève leur fait mal ! » analyse un gréviste en AG. En effet, cette grève n'est pas qu'un caillou dans la chaussure du patronat : elle ressemble plus aux grosses pierres qui ont bloqué les bus du dépôt de Bailly.

Mais si stopper la production fait actuellement perdre de l'argent aux patrons, la grève est surtout en train de laminer leurs espoirs de profits futurs, en empêchant la dégradation des conditions de travail et de rémunération qu'ils voulaient imposer aux conducteurEs.

L'extension de la grève, cauchemar des patrons

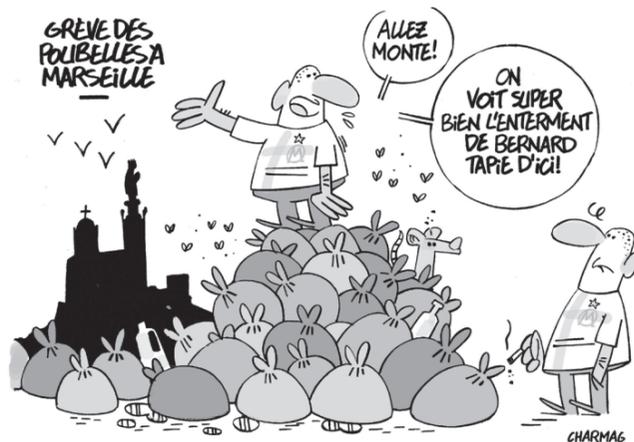
Plus qu'un mois de grève, c'est par exemple l'augmentation du paiement du temps indemnisé¹ chaque jour et pour chaque conducteurE qui va prendre sur les profits des patrons – et qu'est-ce que ce serait si ce temps indemnisé disparaissait purement et simplement, comme le veulent beaucoup de grévistes de la base ! C'est le raisonnement qui a été mis en avant depuis le début de la grève par la majorité des grévistes : mieux vaut perdre un mois maintenant que plus d'un mois sur les cinq ans entre deux appels d'offres. C'est en partie ce qui explique qu'après un mois, la grève tienne bon, et continue même de s'étendre ! Les salariéEs de Transdev Rambouillet ont en effet décidé de reconduire après le 5 octobre, jour où des grévistes d'autres dépôts avaient décidé de se montrer derrière de belles banderoles à la manifestation parisienne. Certains grévistes ont décidé de prendre en charge eux-mêmes l'extension, en allant visiter le dépôt de Chelles pour l'encourager dans son premier jour de grève mercredi dernier, ou en allant donner des idées au dépôt de Villepinte qui n'y est pas encore. Ils y ont été reçus par tous les cadres et la police, preuve s'il en fallait que c'est bien l'extension de la grève le plus grand cauchemar des patrons !

Correspondant

1 – Une partie de l'offensive patronale consiste à distinguer ce temps indemnisé (TI) du temps de travail effectif (TTE), passé à conduire. Le métier de conducteur est évidemment bien plus que seulement de la conduite ; en le niant, les patrons augmentent l'intensité du travail. Le TI n'est de plus pas compté comme du temps de travail, donc malgré des semaines à rallonge, le déclenchement du paiement en heures supplémentaires devient quasiment impossible, alors que c'est ce qui comblait des salaires de base très bas.

MARSEILLE Miroir d'une société et d'un système à renverser

Depuis plusieurs jours, Marseille fait la Une des médias : misère, chômage, désindustrialisation, logement, services publics en souffrance, pollution... Mal typique d'une ville « mauvaise élève » ou symptôme plus profond d'une crise de société ?



Les poubelles s'entassent à Marseille, mais aussi à Aix et au-delà. Pourquoi ? La Métropole (3600 agentEs sur 320 km²) a voulu appliquer la loi de « transformation de la fonction publique » imposant 1607 heures de travail/an et des économies sur les heures supplémentaires. Des aménagements pouvaient être envisagés pour les métiers pénibles (les éboueurs ont une espérance de vie inférieure de trois ans à la moyenne, une espérance de vie en bonne santé inférieure de 17 ans et le plus d'accidents du travail). Au total, il leur était imposé 1530 heures, la suppression des repos compensateurs et deux heures de plus par jour.

Finie, la grève des éboueurs ?

Réponse immédiate : grève quasi unanime sur tout le territoire de la Métropole. Alors que les conditions et acquis (temps de travail ou salaire) étaient différents sur chacune des six « Communautés de territoire », c'est par un véritable instinct de classe que la profession s'est mobilisée sur des revendications uniformes.

Tardivement rallié au mouvement, le syndicat majoritaire FO a « négocié », en catimini, un pseudo accord catastrophique en matière de temps de travail et a « décidé » unilatéralement... que la grève était finie ! Il faut savoir que tous les chefs de collecte sont à FO et qu'être à la CGT signifie souvent ne pas être nommé...

Perte des heures supplémentaires, des dimanches et jours fériés... Beau bilan pour FO. Alors, finie la grève ? Sur le terrain de très nombreux agents ont résisté. Tellement résisté que la préfète a eu recours aux réquisitions pour faire reprendre le travail. Bizarre qu'on ait recours à la réquisition... pour une grève prétendument finie !

Le 7 octobre, les grévistes – qui n'étaient plus en grève d'après FO, se rassemblaient devant le Conseil de Métropole pour rappeler leurs

revendications, à l'appel du syndicat CGT. Des promesses de rencontre ont été faites. En attendant, les agents restent mobilisés... même réquisitionnés.

Les transports, la santé et l'éducation sacrifiées

Mais la Métropole c'est aussi les transports. Les choses vont-elles mieux dans ce domaine ? Non ! Sur l'est marseillais, par exemple, quatre réseaux différents se superposent (TER, Régie départementale, Marseille, Aubagne) sans aucune harmonisation horaire, rendant ardue toute correspondance... pendant qu'on continue à développer le réseau autoroutier. Comment s'étonner qu'une majorité des déplacements se fasse en voiture, faisant de Marseille la ville la plus embouteillée de France ? La santé ? Marseille est un eldorado pour les groupes privés : cliniques et EHPAD privés poussent partout (un seul EHPAD public à Marseille !) pendant que les établissements de l'AP-HM se dégradent ou sont privés de services essentiels comme les urgences, alors que la ville accueille les patients des 04, 05 et de Corse dont les hôpitaux se

réduisent comme peau de chagrin. Conséquence des « groupements hospitaliers de territoire » qui organisent la concurrence public-privé. L'éducation ? Ne revenons pas sur l'état déplorable d'une bonne moitié des 350 groupes scolaires laissés à l'abandon sous les mandats Gaudin qui, ancien prof du privé, a su choyer les siens. Côté secondaire, seulement quatre lycées généraux pour les 8 arrondissements en périphérie, laissant place à une multitude d'établissements privés. Pourtant les subventions de la Ville, du Département et de la Région se déversent sur les établissements privés. Merci Gaudin-Vassal-Muselier ! Côté personnel territorial, et malgré les entraves au droit de grève initiées par la nouvelle municipalité « de gauche », les agentEs font toujours preuve de combativité pour arracher des embauches et mettre fin à des taux d'encadrement inhumains tant pour elles et eux que pour les enfants dont elles ont la charge.

Les bibliothèques ? Une grosse structure, « l'Alcazar » ; deux structures « de secteur » pour... neuf arrondissements ; quatre petites bibliothèques de quartier sans moyens, et dont une partie des agentsE a été déployée sur l'Alcazar à sa création...

Précarité, exploitation, chômage

Côté commerce, les zones géantes (Plan de campagne – la plus

grande d'Europe, Valentine, Grand littoral, Terrasses du Port, Paluds...) s'étendent sans cesse, faisant de PACA la région la plus suréquipée... avec la bénédiction d'élus qui pleurent sur le mort des commerces de proximité qui ferment les uns après les autres dans les petites communes et quartiers.

Ces zones sont des laboratoires de précarité, où travail du dimanche et caisses automatiques se multiplient, au détriment des emplois et des conditions de vie. Situées surtout en banlieue ou en périphérie, loin de toute vraie desserte en transports, elles drainent leurs cortèges de voitures, faisant de la région une des plus polluées de France.

Enfin, ancienne ville industrielle, Marseille a vu, en 40 ans, fermer la quasi-totalité de ses usines. Restent Panzani, Heineken et Arkéma... avec bien moins d'emplois qu'avant. Ces fermetures ont engendré chômage, précarité et dégradation de l'habitat dans ces anciens quartiers ouvriers livrés à la spéculation immobilière.

Lors de sa visite, Macron avait apporté ses « solutions » : plus de flics, plus de caméras de surveillance, recrutement des enseignantEs par les directeurEs d'école. Des mots, de l'esbroufe, de la répression. Il est de retour le 15 octobre dans une ville dont on se doute qu'on aura enlevé les poubelles.

Mais Marseille n'est finalement qu'un reflet de cette politique capitaliste qui sacrifie nos vies et nos villes à l'appât de la finance. Comment s'étonner que sur ce désastre social, abstention et vote RN progressent au détriment d'une gauche jadis puissante mais trop compromise dans les magouilles et institutions ?

Mis à part FO, liée aux restes d'un PS en déroute ou à la droite, restent des luttes souvent dures menées par une CGT combattive et souvent unitaire, Solidaires, faibles mais combattifs, et la FSU. Il est plus que temps d'en sortir et cela ne se fera que sur la base de nos luttes.

Jean-Marie Battini

GEORGES IBRAHIM ABDALLAH Toutes et tous à Lannemezan samedi 23 octobre!

Comme chaque année, mobilisation en soutien à Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné depuis 37ans.

Cette année, hélas, nous devons encore nous mobiliser pour exiger la libération de Georges qui entamera sa 38^e année

de détention. Cette année encore, notre camarade Philippe Poutou participera à cette manifestation, pour rappeler aux progressistes d'ici qu'il en est de notre responsabilité collective si notre camarade est encore détenu et que ce scandale d'État n'ai pas eu face à lui, la mobilisation générale qui s'imposait.

L'heure est à la mobilisation

Deux supports importants pour préparer cette mobilisation :

L'Affaire Georges Ibrahim Abdallah, un très bon livre de Saïd Bouamama qui

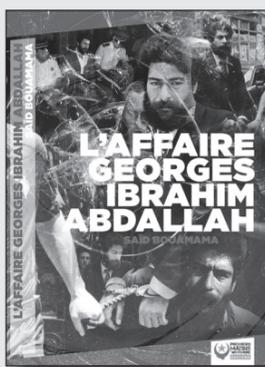
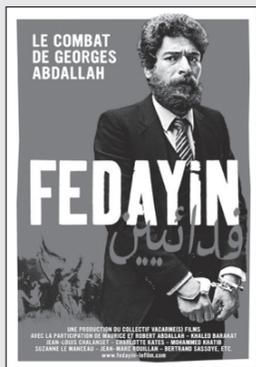
revient sur l'ensemble du dossier, sur le plan juridique, mais surtout sur le plan politique et sur son indéfectible lien à la lutte du peuple palestinien dont Georges est un combattant. Fedayin, un excellent documentaire de « Vacarmes », projeté avec succès lors de notre université d'été. Disponible en DVD pour organiser des projections et débats publics.

Le temps nous est compté. L'heure est à la mobilisation pour faire venir un maximum de monde devant la prison. Organisons des covoyages, des locations de cars, sollicitons

nos structures syndicales pour des participations financières !

Georges Abdallah, tes camarades seront là !

Alain Pojolat



8^e CONGRÈS DE SOLIDAIRES

Garder le cap, malgré les vents contraires

Le 8^e congrès de l'Union syndicale Solidaires s'est tenu à Saint-Jean-de-Monts (85) du 27 septembre au 1^{er} octobre. Étaient présents 359 délégués, 37 structures nationales et 48 Solidaires locaux.

En raison de la situation sanitaire, ce 8^e congrès a été reporté deux fois. Un congrès extraordinaire avait pu se tenir en octobre dernier ! Outre les propositions de modification des statuts, trois résolutions

ont été discutées et adoptées lors de ce 8^e congrès. La première sur les transformations du salariat et la nécessaire adaptation du syndicalisme, la destruction de la planète et les ravages du capitalisme. L'enjeu était de préciser le

Sur les 471 maternités du territoire 150 comptaient 100% de grévistes, et la moitié des cabinets libéraux de sages-femmes étaient déclarés fermés. 3500 sages-femmes de tout le pays ont manifesté à Paris, sur les 23 397 en exercice. Elles expriment depuis des années les difficultés de leur profession, et le Ségur de la santé étant nettement insatisfaisant, elles se mobilisent. Fin du « code rouge » (césarienne d'urgence pour sauvetage maternel ou fœtal), elles déclenchent le « code noir ».

« On vous fait naître, il faut nous reconnaître ! »

Leurs revendications portent sur l'amélioration de leurs conditions de travail, notamment l'augmentation des effectifs à hauteur d'« une femme, une sage-femme » (un de leurs slogans). Les décrets définissant les effectifs datent de 1998 alors que depuis le champ d'intervention n'a cessé de s'étendre. Aujourd'hui considérées comme profession médicale, elles demandent la reconnaissance de leur statut médical et une augmentation de salaire en adéquation avec leur niveau de responsabilités. Depuis 2009, il leur a été attribué des tâches gynécologiques préventives (prescription/pose de toutes contraceptions, réalisation de frotis cervico-utérins, prescription de mammographies...) dont elles ont donc acquis les compétences, en plus de leurs compétences et tâches obstétricales initiales. Mais à ce jour, une sage-femme débutante gagne entre 1700 et

GRÈVE DES SAGES-FEMMES « Le monde de demain naît entre nos mains »

Après « un week-end sans sages-femmes », journées de grève les 24, 25 et 26 septembre derniers, les sages-femmes étaient de nouveau en grève jeudi 7 octobre 2021.



DR

1800 euros brut par mois, tandis que, par exemple, le salaire moyen brut d'unE gynécologue est de 7800 euros par mois. Les sages-femmes interviennent tout au long de la vie des patientes : suivi gynécologique, prescription d'IVG médicamenteuses depuis 2016, préparation à la naissance et à la parentalité, rééducation du périnée, visites à domicile... Elles peuvent également assurer le suivi du nouveau-né jusqu'à ses 28 jours. Elles travaillent dans tout type de structures : 33% d'entre elles sont en exercice libéral ou mixte, on estime que ce chiffre devrait doubler d'ici à 2050. De nombreuses étudiantes présentes

lors de la manifestation témoignent de la dureté de leur apprentissage dans ce contexte dégradé. Elles rapportent des places vacantes et de nombreux abandons au sein de leur promotion. L'instauration d'une sixième année d'études, programme actuellement dense, avec un meilleur encadrement pédagogique leur semble indispensable.

« Mépriser les sages-femmes c'est mépriser toutes les femmes »

Soutenir cette profession est un enjeu de santé publique et féministe. Les sages-femmes permettent une meilleure accessibilité et offre

de soins dans un plus court délai, quand il faut des mois pour un rendez-vous chez un gynécologue. Elles proposent un accompagnement centré sur les besoins des personnes concernées et prônent leur autonomisation. Elles favorisent le maintien en bonne santé par le dépistage notamment des cancers du sein et du col de l'utérus. Elles jouent aussi un rôle majeur dans la détection des violences sexuelles et intra-familiales : parfois, ce sont les seules professionnelles de santé consultées pendant des années par les femmes.

Le métier est pratiqué à plus de 97% par des femmes : des soins par les femmes, pour les femmes. Elles occupent ainsi une place qui déstabilise le monopole des médecins en matière de santé sexuelle et reproductive. Historiquement, elles ont beaucoup contribué à la lutte pour les droits des femmes, notamment dans la défense du droit à l'avortement.

Les sages-femmes grévistes s'organisent contre les idées de rentabilité des soins et de rationalisation du temps de prise en charge qui accentuent les violences gynécologiques et obstétricales ; pour la bien-traitance de toutes les personnes qu'elles accompagnent. **Clarisse, infirmière dans le 94**

AUTOMOBILE Le temps des attaques

« L'automobile ne repart pas. La crise automobile est réelle et s'enfoncé » : c'est le constat de François Roudier, porte-parole de la Plateforme automobile (PFA), qui rassemble la filière en France.

Les chiffres sont là : en septembre, les ventes d'automobiles ont reculé en France de plus de 20% par rapport à septembre 2019 avant la pandémie. Sur toute l'Europe, la tendance sur l'année 2021 est la même.

Les salariéEs dans le viseur

La pénurie de semi-conducteurs, qui n'est que l'une des causes de cette crise, s'aggrave : il n'est plus attendu un retour à la normale avant 2023. Le manque à produire au niveau mondial s'élèverait à 10 millions voitures pour cette année. L'incapacité à produire

des principaux fournisseurs, tous situés en Asie, est aussi liée au rebond de la pandémie non maîtrisée au plan mondial. Un des principaux fournisseurs de PSA en Malaisie est ainsi fermé pour ce motif.

Les délais de livraison des voitures neuves sont passés en France à six mois et la livraison des modèles les plus chers est privilégiée. En même temps, c'est le passage à l'électrique avec des prix qui s'emballent. Il n'y a pas que la pénurie de semi-conducteurs. Dans cette situation les firmes automobiles entendent bien



DR

maintenir leurs objectifs de rentabilité et y sont parvenues jusqu'ici. C'est aux salariéEs qu'elles veulent faire payer les conséquences de leurs errements ! Ce sont les intérimaires qui sont virés. Ce sont les salariéEs qui subissent la multiplication du chômage partiel dans les usines

avec des pertes de salaires significatives. Et cela combiné à une pression accrue les jours de production.

Chez Renault, une nouvelle entourage consiste à rogner vingt minutes de pause par jour, et le passage à l'électrique y rime avec filialisation pour sortir cette « nouvelle technologie » des anciens accords Renault.

Les débrayages observés ces derniers jours dans les usines de Sochaux, Mulhouse, Rennes, Cléon et Lardy, révélateurs d'un nouveau climat, sont des ripostes directes à la multiplication de ces attaques. Autant savoir qu'elles vont durer, attisées par cette crise qui n'est pas près de finir.

Tous les efforts en vue d'une coordination des ripostes sont à retenir, à l'exemple du cortège commun PSA Poissy et Renault Lardy lors de la manifestation parisienne du 5 octobre.

Jean-Claude Vessilier

ENTREPRISES Se coordonner contre les licenciements et les suppressions de postes

Le samedi 2 octobre se tenait une réunion préparatoire à une nouvelle initiative de rue contre les licenciements.

Cette réunion vient de loin puisqu'elle s'inscrit dans les pas des cadres de discussion impulsés par l'équipe de la CGT TUI depuis un an, à la suite de l'annonce en visioconférence du licenciement de deux tiers de leurs effectifs. Ils ont depuis réussi à faire annuler le « PSE ». Mais entre-temps, ils et elles auront permis que se rencontrent des dizaines d'équipes militantes et syndicales en lutte pour le maintien de leurs emplois et que deux manifestations nationales existent pour l'interdiction des licenciements et contre la suppression des postes dans le public.

Remettre en cause la sacro-sainte propriété privée

Le samedi 2 octobre, c'est une centaine de personnes qui se sont réunies à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFTC de l'entreprise PPG de Bezons (ancien Joint français, qui fabrique du mastic pour l'industrie). 208 salariéEs sous le coup d'un plan de licenciement ont réussi, par leur mobilisation, à repousser par deux fois l'homologation du « PSE ». Face à ce géant industriel fort de 10 millions d'euros de bénéfices en 2019, la victoire par deux fois des PPG pour repousser le pouvoir patronal est un encouragement pour toutes les salariéEs et leur donne aussi une légitimité importante pour appeler à se regrouper.

Ont donc répondu à l'appel : la CGT PPG Bezons ; la CFTC PPG Bezons ; la CGT TUI France ; SUD Poste Hauts-de-Seine ; la Fédération SUD PTT ; l'Union fédérale SUD industrie ; la fédération Sud Commerces et services ; Transdev TVO Argenteuil ; Solidaires 92 ; la FSU 92 ; Solidaires 76 ; l'UNEF-TACLE de Nanterre, Grenoble, Le Mans ; la CGT branche prévention et sécurité privée 75 ; Fiducial sécurité ; la CGT Monoprix ; SUD Pôle emploi ; Solidaires RATP ; Adecco EDR ; la CGT Adecco ; la SNUASFP-FSU ; l'UL CGT 95 ; la CGT AHP 92 ; la coordination éducation nationale ; la commission nationale du travail social ; Lutte ouvrière ; le NPA ; l'Espace des luttes-LFI ; le PCF ; le POID.

Le débat a largement tourné autour de la limitation ou non de la revendication aux licenciements boursiers. De plus, La France insoumise lie cette proposition à l'obtention d'une loi. Pour notre part, nous sommes pour l'interdiction de tous les licenciements et la confiscation du pouvoir patronal de décider, au gré des flux et reflux de ses bénéfices, de notre avenir et de nos vies. Quant à la loi, elle est bien sûr un élément indiquant un certain rapport de forces. Mais prétendre à remettre en cause la sacro-sainte propriété privée va de pair avec l'élaboration d'un rapport de forces qui entrave la production : la grève, les blocages et les manifestations.

Après avoir manifesté toutes et tous ensemble dans un même cortège à Paris, lors de la grève interprofessionnelle du 5 octobre, toutes ces équipes préparent désormais une manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions de postes le samedi 27 novembre. Dès maintenant, nous devons élargir encore et encore ce cadre de coordination et mobiliser largement pour la manifestation !

Armelle Pertus

projet de société de Solidaires, tout en proposant une stratégie unitaire et aussi de proposer une campagne interne sur le « partage du travail ». La deuxième résolution « Égalité et solidarité » a sans doute été la résolution où il y a eu le plus de débats tant les sujets liés notamment à l'antiracisme, la place des militantEs raciséEs soulevaient de nombreuses crispations entre les différentes structures tant nationales que locales. Enfin, la troisième résolution concernait l'organisation et la structuration internes, ainsi que les moyens pour renforcer les Solidaires locaux. Au total, l'ensemble des résolutions ont été adoptées très largement tant par les structures nationales que par les Solidaires locaux, permettant ainsi d'avancer collectivement sur le corpus revendicatif.

Un fonctionnement qui permet d'avancer ensemble

Ce congrès a montré, une fois de plus, la pertinence du fonctionnement au consensus qui est au cœur du fonctionnement de Solidaires et qui permet à chaque structure d'avancer à son rythme, de dépasser les différences en se rassemblant et sans nuire à l'action et l'indépendance des différentes composantes de l'Union. Et l'exercice, reconnaissons-le, n'est pas toujours facile, voire pour certaines structures il ne serait plus opportun tant il faudrait dégager absolument des majorités et donc aussi des minorités. Mais force est de constater qu'une fois encore le consensus a permis de rassembler, et c'est tant mieux. Et cela n'était pas gagné d'avance. En effet, après le travail de la commission

des amendements qui a intégré plus de 500 amendements des différentes structures, 323, dont 109 rien que pour la résolution 2, étaient encore en discussion à l'ouverture du congrès. Le travail en commission a permis de trouver des formulations et, à l'arrivée, très peu d'amendements ont été votés en plénier (11 pour la résolution 2 par exemple). Alors certes les positions évoluent positivement mais, sur un certain nombre de sujets, cela reste inachevé, en particulier sur le terme d'islamophobie qui n'est pas encore partagé au sein de l'Union tout comme le terme de « racisé » qui n'a pas encore fait totalement consensus, le congrès lui préférant le terme « dite racisée », ce qui est toutefois une évolution certaine par rapport au congrès extraordinaire d'octobre 2020.

Des problèmes toujours pas résolus

Depuis des mois, l'Union syndicale Solidaires est traversée par des crises internes mais aussi par des divergences de fond de plus en plus marquées. Malheureusement, certaines structures ont décidé de boycotter le congrès, empêchant ainsi les débats d'aller jusqu'au bout, ce qui est regrettable. Par ailleurs, Solidaires, comme l'ensemble du mouvement syndical, est confronté également à la « crise du syndicalisme » sans précédent que nous connaissons actuellement et qui met à mal sa construction et son développement. Même si à travers la résolution 3, le congrès a essayé d'y apporter quelques réponses, cette question n'est sans doute pas assez appréhendée, discutée dans l'ensemble des structures.

Cela étant, la déclaration du congrès, adoptée à l'unanimité, donne des perspectives concrètes tant en termes de campagne d'urgence sur les salaires (ce qui a fait d'ailleurs l'objet d'une motion spécifique) que de stratégie syndicale en remettant en discussion la question de la recomposition syndicale : « Se fédérer, discuter de la possibilité de la recomposition intersyndicale à la base, dans les territoires et les secteurs, ne doit pas être tabou. Il nous faut réfléchir à la façon d'être le plus efficace pour gagner. L'Union syndicale Solidaires ne construira pas des rapprochements seule et nous verrons si d'autres structures souhaitent partager cette démarche. » C'est un pari, tentons-le !

Édouard Gautier et Joséphine Simplon

1 - Voir L'Anticapitaliste n°540.

Les comités en action!

Formation internationaliste à Poitiers

Le samedi 9 octobre, à Poitiers, Julien Salingue, de la direction du NPA, est venu pour introduire deux temps de formation.

Le matin, sur la Palestine, avec l'histoire du sionisme et des luttes palestiniennes. L'après-midi sur le « campisme », concept peu connu en dehors des sphères militantes de la gauche radicale et causant bien des dégâts politiques. Une vingtaine de camarades étaient présentEs, avec des délégations de Charente, Charente-Maritime, des Deux-Sèvres et bien sûr de la Vienne. Notons aussi la présence de quelques sympathisantEs.



NPA

De la Palestine à l'Ukraine

Colonialisme, sionisme, nationalisme, racisme, extrême droite : Julien a su démontrer à quel point la question israélienne n'est pas religieuse mais politique. Le sionisme n'est pas une religion, c'est un projet politique, nationaliste, colonialiste. Aussi, les luttes pour la reconnaissance des droits des PalestinienEs, contre le sionisme, ne peuvent nullement être assimilées à de l'antisémitisme. Par ailleurs, notre courant politique est clairement opposé à tous les racismes : un racisme alimentant l'autre, combattre l'un c'est forcément combattre l'autre. Nous réaffirons clairement notre position : pour l'autodétermination des peuples de Palestine. Et pour ce faire, à notre échelle, participer à la solidarité, aux luttes et aux actions de type BDS mais aussi de popularisation de la cause palestinienne.

Binaire : c'est le mot qui est souvent revenu pour caractériser le campisme. Une position politique en partie héritée du stalinisme, au moment de la guerre froide et de l'affrontement entre deux blocs. Il fallait alors choisir son camp, « l'ennemi de mon ami étant mon ennemi ». Puis, avec la chute de l'URSS, ce mode de pensée s'est perpétué, se transformant toutefois plutôt dans l'idée que « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », et emmenant à des positionnements absolument scandaleux, de soutien à la Russie de Poutine contre l'Ukraine ou la Géorgie, ou à Assad contre les USA, alors que le dictateur syrien faisait couler le sang de son peuple en lutte pour plus de démocratie et de droits sociaux...

Cette journée fut riche pour de nouveaux militantEs mais aussi pour les plus ancienEs. Ce genre de temps politique est extrêmement utile pour forger une cohésion politique, un socle commun entre militantEs d'une même organisation, mais aussi pour donner des armes historiques, géopolitiques, afin de tenir une position de classe et internationaliste, le tout sans sectarisme. En effet, sans sectarisme car nos formations ne se limitent pas aux topos : elles s'alimentent des discussions, des questions, des doutes, des informations rapportées. L'intelligence collective, liée au savoir de camarades ayant travaillé sur des sujets spécifiques (ce qui est le cas de Julien) permettent de former des militantEs autonomes et critiques.

Correspondant

#Poutou2022

À Blois aussi, la campagne Poutou c'est parti!

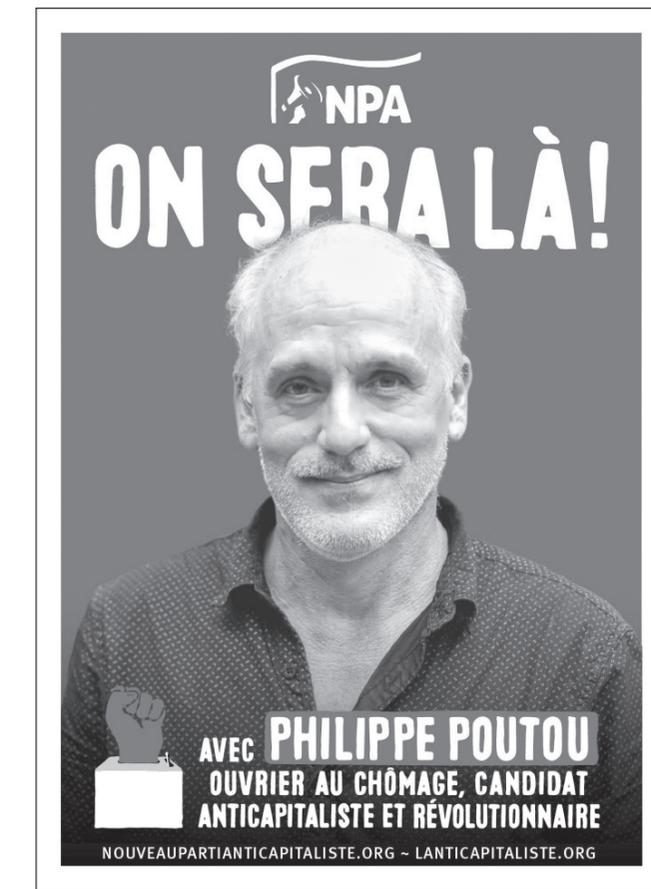
Dans le même temps que les camarades sillonnent les routes à la recherche des parrainages des maires (lire ci-dessous), la campagne politique du NPA est engagée, résolument militante... et radicale.

Samedi 9 octobre a été une journée bien chargée pour les camarades. Un rassemblement avait été annoncé en début d'après-midi devant la Halle aux Grains où devait se dérouler une intervention de Bruno Le Maire aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois, pour lui crier notre colère contre sa politique de casse sociale et d'austérité. Ce n'était pas la première huile du gouvernement (et des gouvernements précédents) à venir parader aux Rendez-vous de l'Histoire, dont le thème cette année était « le travail ». Se sont ainsi succédé Pénicaud, Blanquer, Bachelot, El Khomri... Des comités d'accueil étaient là pour les recevoir et perturber leurs conférences.

Au cœur des mobilisations

Nous étions ainsi une vingtaine de camarades réunis à l'appel du NPA, de l'UCL, de Solidaires, du Collectif Droits des Femmes 41 et des Colleuses de Blois, dont Armelle Pertus, porte-parole de campagne de Philippe Poutou. Interdits d'entrer, nous avons su nous faire entendre et avons contraint les organisateurs à renforcer le dispositif policier, sous les yeux éberlués des spectateurEs qui, pour certainEs, nous ont affirmé leur soutien.

Le soir, nous nous sommes retrouvés à la salle Dorgelès pour une réunion publique, première échéance régionale de la campagne #Poutou2022. Nous étions une trentaine de présentEs. Sally, de la commission LGBTI, est revenue sur le vote de la loi pénalisant les thérapies de conversion et les dernières mobilisations (PMA, Marche lesbienne, Pride antiraciste et Pôle des Luttes, etc.). Elle a dénoncé le pinkwashing du gouvernement et de la classe politique ainsi que l'extrême droite, tenante d'un ordre moral, patriarcal, raciste et capitaliste, avant de



rappeler les revendications du NPA. Radu, du Comité NPA Jeunes 41, est revenu sur les différentes mobilisations dans la jeunesse, contre les violences policières et en défense du climat. Il a dénoncé l'éducation à deux vitesses avec la fin du cadre national du Bac, la sélection ainsi que la dégradation des conditions de vie et d'études des jeunes.

Une riche discussion

Enfin, Armelle Pertus a brossé un tableau global de la situation, entre les désastres climatiques, l'incurie

du gouvernement face à la pandémie qu'il compense avec la mise en place du pass sanitaire aux lourdes conséquences sur l'emploi ou enfin le nouveau scandale des Pandora Papers. Elle a insisté sur la nécessité de regrouper toutes les luttes pour pouvoir reprendre nos affaires en main et aller vers un autre système, un système où ce sont ceux et celles qui produisent, qui font tourner l'économie, qui sont en première ligne qui doivent décider et non les riches et les patrons. Elle a défendu enfin l'intérêt de

la candidature de Philippe Poutou pour faire entendre une autre voix que celle des libéraux et celle des fachos.

Un débat riche a ensuite eu lieu avec la salle. Ont ainsi été évoqués le fait que Perruchot, l'ancien maire de Blois et président du conseil départemental de Loir-et-Cher, avait été épinglé dans l'affaire des Pandora Papers (alors qu'il osait l'ouvrir sur le financement des syndicats !). On a aussi parlé de la lutte victorieuse à l'INSA de Blois et les bagarres dans les transports à Transdev comme dans les ateliers SNCF de Saint-Pierre-des-Corps, mais également des difficultés à se mobiliser selon les secteurs, la résignation des collègues... Les discussions se sont poursuivies autour d'un verre dans un cadre fraternel et sororel. Des contacts ont été pris, ce qui est prometteur pour la suite.

CorrespondantEs NPA

Agenda

Vendredi 15 octobre, réunion publique avec Philippe Poutou, Mansle (16). À 20h salle Louis-Léaud (derrière la Mairie).

Jeudi 21 octobre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Paris 20^e. À 20h à La Bellevilloise, 19-21 rue Boyer.

Mercredi 3 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Bourg-en-Bresse. À 20h 30, salle Blériot, 40, rue Blériot à Bourg.

Vendredi 12 novembre, réunion publique avec Philippe Poutou, Châteauroux (36). À 19h salle Roger-Dion.

#Poutou2022

Dans le Doubs, 15 signatures en 2017, 15 promesses aujourd'hui!

Entretien avec **Colette**, militante dans le Doubs.

En 2017, dans le Doubs, vous aviez obtenu 15 signatures. Où en êtes-vous aujourd'hui ?

Nous venons d'obtenir la 15^e promesse en fin de semaine dernière. C'est vraiment encourageant, cela montre que les 500, c'est possible ! Cela incite d'ailleurs les autres camarades du comité qui n'avaient pas encore commencé à y aller. Des équipes vont se mettre en route prochainement sur le département.

Comment expliques-tu cette rapidité à avoir collecté déjà 15 signatures ?

Il y a vraiment eu un après débat [d'avril 2017]. Les maires connaissent Philippe, ils l'apprécient, avec son statut d'ouvrier, licencié, qui connaît les difficultés au quotidien de la grande majorité de la population. Il leur apparaît différent des autres candidatEs, qui sont pour la plupart des politiques professionnels, qui ne connaissent pas cette vie où « les ouvriers en bavent ». Ils reviennent systématiquement sur ce moment télévisé où Philippe a taclé Fillon

et Le Pen. On a parfois des choses surprenantes comme cette maire qui en est à plusieurs mandats et qui nous attendait, précisant que si nous n'étions pas passés, elle n'aurait donné à personne.

Donc le NPA est connu ?

Oui, mais le plus souvent les maires connaissent seulement Philippe. CertainEs demandent des nouvelles d'Olivier Besancenot, s'il milite toujours, pourquoi il ne s'est pas représenté comme Arlette l'avait fait. Cela permet de discuter sur le rôle des médias, leur pouvoir, sur le fait que faire de la politique pour nous n'est pas un métier. Que l'on peut continuer à lutter, sans être candidatE à une élection, et qu'il faut que les têtes changent.

Et les 15 signatures de 2017 ?

Neuf restaient à convertir. Il y a eu quatre renouvellements, deux ont donné à LO, une à RP, un maire réfléchit et je n'ai pas réussi à en voir un. Il y a eu un certain nombre

de communes qui ont changé de maires, la plupart du temps car ils ne se représentaient pas. Sur les 15 signatures à ce jour, c'est le premier mandat pour quatre maires.

Quelles sont les difficultés pour convaincre les maires ?

Ce qui est mis en avant la plupart du temps, c'est que leur nom soit publié. Ils veulent aussi que leur équipe municipale fonctionne sans conflits. Et comme il y a une composition très pluraliste au sein du conseil municipal, ils craignent les conséquences d'un parrainage. Après, il y a des « non » d'opposition très ferme, par rapport aux idées politiques que défend Philippe.

Et quelles sont les raisons qui motivent pout parrainer ?

Il y a bien sûr la question démocratique. Mais dans les cantons où je circule, certainEs maires ont une vraie préoccupation écologique. Les discussions tournent autour du rapport du GIEC, de nos propositions face au

dérèglement climatique, si le NPA a un programme écologique. Comme dans plusieurs communes, il y a eu des implantations d'éoliennes ou des projets continuent à fleurir, les maires ont dû chercher des informations, des réponses face aux tensions engendrées par les éoliennes, notamment dans le monde agricole. Et Philippe leur semble alors le candidat le plus à même de s'affronter à cette crise écologique car il veut changer de système. Il n'aura pas peur de leur rentrer dedans dans les débats !

Les maires ont-ils d'autres préoccupations ?

Ils sont très inquiets pour leurs concitoyenEs, notamment face aux différentes hausses. Ils connaissent la précarité financière dans laquelle vivent des familles et se demandent comment elles vont faire...

D'autres que le NPA sont sur les routes ?

Oui, LO notamment. Les maires apprécient que nous venions les rencontrer. Cela nous permet de discuter, de faire tomber leur réticences. Beaucoup n'ont pas encore pris de décision. Il faudra les revoir. Mais le plus important, c'est de passer vite. La prime revient bien souvent aux premierEs qui ont rencontré l'élue !

Série

Squid game: une allégorie sociale sanglante

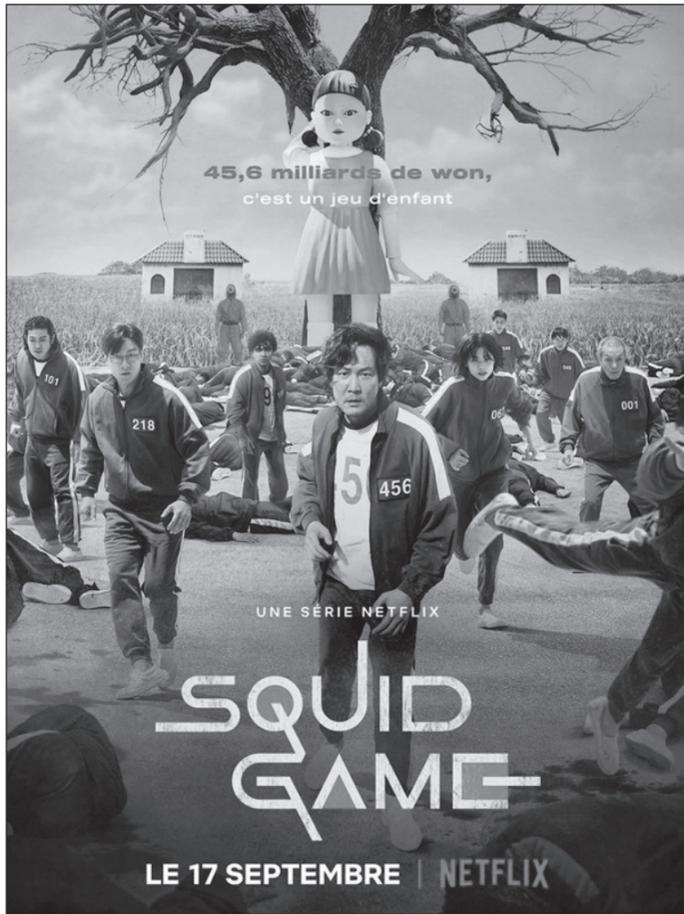
Diffusion sur Netflix (une saison, 9 épisodes).

La série sud-coréenne *Squid Game* est en passe de devenir un des plus grands succès mondiaux. Au-delà ses qualités, il est permis de penser que cet engouement traduit un rapprochement des cultures et des peuples. Des spectateurEs qui vivent aux quatre coins de la planète parviennent à s'identifier aux mêmes personnages, à comprendre instantanément les mêmes codes. Un tel triomphe d'une réalisation venue d'un petit pays d'Asie aurait été inimaginable voici encore quelques décennies quand la culture cinématographique hollywoodienne était encore, sinon hégémonique, très largement dominante.

Renouveau du thème des jeux sanglants

De quoi s'agit-il ? Des femmes et des hommes placés dans des situations insolubles sont amenés à se lancer volontairement dans une compétition à mort dans l'espoir de gagner une somme de 46,5 milliards de wons, soit environ 33 millions d'euros.

Le thème des jeux sanglants n'est pas original en soi et a déjà donné lieu à de nombreux films, parmi lesquels on peut citer *Rollerball*, *Les Condamnés* ou *le Prix du danger* de Boisset, voire *les Chasses du comte Zaroff* qui a connu plusieurs remakes. Mais le réalisateur Hwang Dong-Hyeok parvient à renouveler le genre. D'une part



grâce sa galerie de personnages qui représente une sorte d'échantillon crédible des victimes de la

société capitaliste contemporaine. ChacunE d'elles et eux est doté d'une véritable personnalité et

d'un environnement social. D'autre part, en dénonçant au travers de ces jeux la concurrence féroce à laquelle le capitalisme pousse inexorablement les exploités.

Une série profondément subversive

Loin de tomber dans la pornographie de la violence, il en souligne l'horreur. *Squid Game* aborde ainsi, mine de rien, des sujets comme le surendettement, qui sévit durement en Corée, le sort des migrantEs pakistanais, la situation des transfuges de Corée du Nord qui s'attendaient à trouver mieux. Il parvient même à évoquer la répression féroce d'une grève à laquelle a participé l'un des concurrents. Une séquence au cours de laquelle les joueurEs sont invités à voter pour décider s'ils et elles veulent continuer à risquer leur peau pour du fric apparaît comme une véritable parodie de la démocratie bourgeoise.

C'est cet aspect subversif qui donne son caractère universel à *Squid Game* et lui permet de sortir du cadre du film de genre. *Squid Game* s'inscrit dans le même esprit que les brûlots de Bong Joon-Ho comme *Snowpiercer* et *Parasite*. Par le jeu de certainEs acteurEs et certaines situations, cette série nous rappelle aussi les mélodrames italiens de la grande époque, tels que pouvaient en tourner Dino Risi ou Luigi Comencini. Si l'on ajoute que cette série, même si elle n'est pas parfaite, parvient à éviter le piège du délayage et des répétitions, que le scénario est bien construit et le suspense permanent, on comprend qu'il serait regrettable de s'en priver et qu'on attend avec intérêt une saison 2 aussi réussie.

Gérard Delteil

Essai

2024: les jeux Olympiques n'ont pas eu lieu, de Marc Perelman

Éditions du Détour, 192 pages, 18 euros.

Malheureusement, les JO de Paris devraient avoir lieu. Mais avec ce titre provocateur, Marc Perelman, enseignant-chercheur à Nanterre et «spécialiste» du sport, défend l'idée que ces JO n'auraient jamais dû être organisés, ni là ni ailleurs, ni ceux-là ni les autres avant ou après. L'auteur est clairement anti-JO. Ça tombe bien, au NPA, nous aussi.

Le CIO, une multinationale

Dans ce livre, l'auteur liste les (nombreuses) raisons légitimant le refus de cet événement sportif qui, en fait, est surtout financier et politique, à l'image du monde capitaliste. Et puis, dans le fond, il y a cette critique profonde du sport de compétition, élitiste, qui met en concurrence athlètes et nations, avec la course aux médailles, à l'opposé des affirmations hypocrites et bien loin des valeurs de solidarité et de coopération entre les peuples.

Ça commence par les conditions de nomination de Paris pour ces JO de 2024, c'était en septembre 2017. Un vote unanime du CIO (Comité international olympique), un «simulacre», un truc joué d'avance, résultat sans doute de tractations, arrangements entre gouvernants et dirigeants de l'olympisme. Et puis, ce sont tous les discours lénifiants, véritable propagande, comme une grosse machinerie qui ne laisse surtout pas la place aux opposantEs. Les pouvoirs en place font comme si tout le monde voulait ou aimait les JO, comme si les JO aimaient tout le monde, comme s'ils favorisaient l'amitié entre les peuples et adoucissaient les mœurs.

Perelman cite la «charte olympique», ses vraies-fausse valeurs humaines et sociales. Le CIO est en fait une multinationale qui fait de la politique et surtout des affaires, ce qui va bien ensemble. Ce qui est incroyable (mais vrai) ce sont les règles dictées par le CIO, qui fait sa loi, impose ses volontés pendant toute la durée des Jeux, où qu'ils aient lieu. Les bénéficiaires vont au CIO et à ses partenaires (quelques grosses multinationales) et certainement pas aux populations.

Gaspillage d'argent public

Les Jeux profitent à quelques-uns et coûtent aux collectivités, aux populations. Économiquement, socialement, écologiquement, les retombées sont ultra-négatives. Tous les JO ont vu les quartiers populaires se faire dégrader, les déficits et dettes des villes exploser, et si des emplois sont créés c'est provisoirement et mal payés. Au total, les JO se traduisent par un énorme gaspillage d'argent public, des bâtiments inutilisés, des structures surdimensionnées.

À la fin, l'auteur prend le temps de s'attaquer à Pierre de Coubertin, cet inventeur des JO des temps modernes, à la pensée raciste, colonialiste, misogynne, militariste, bref: «Il est inacceptable aujourd'hui de se réclamer de lui ou d'inciter les enfants à le faire».

Ce livre, comme par ailleurs tout un travail (articles, vidéos...) fait par des associations opposantes, permet de rappeler l'entourloupe et l'escroquerie des JO et de mesurer à quel point leur refus fait partie des batailles que nous avons à mener au nom d'une société plus juste, plus solidaire, plus fraternelle et pour un sport vraiment populaire sans nationalisme, sans dopage, sans racisme, sans violence.

Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris - Tél.: 01 49 28 52 44
Lundi: 14 h - 20 h, mardi au samedi: 12 h - 20 h

Essai

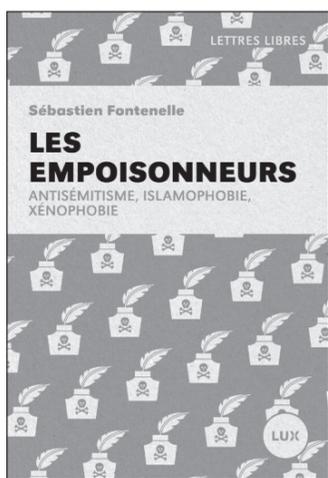
Les empoisonneurs, antisémitisme, islamophobie, xénophobie, de Sébastien Fontenelle

Éditions Lux, 128 pages, 10 euros.

Le petit livre de Sébastien Fontenelle est constitué de brefs chapitres, chacun centré sur un personnage et une déclaration. Il s'attache en particulier à démonter une des assertions du discours dominant: il n'y aurait plus d'antisémites que parmi les musulmanEs et les «islamo-gauchistes». Fontenelle souligne au contraire la permanence de l'antisémitisme ou des complaisances à son égard, notamment dans une fraction des milieux intellectuels.

Permanence de l'antisémitisme

Les allusions négatives aux Juifs sont, chez les intellectuels d'aujourd'hui, moins brutales et plus insidieuses que dans les années 1930. Fontenelle montre qu'elles se parent de la dénonciation du «politiquement correct» ou des limites que la loi imposerait au débat sur la Shoah (ce qui est faux, souligne l'auteur, la loi ne réprime que le négationnisme ouvert). L'académicienne Hélène Carrère d'Encausse, Renaud Camus (par ailleurs «théoricien» du «grand remplacement»), le journaliste



du *Figaro* Ivan Rioufol ont, parmi d'autres, mis en avant cet argument. Fontenelle voit une forme de complaisance dans des rééditions (ou projets de réédition) d'auteurs comme Céline et Drieu la Rochelle sans rappel (autre que très atténué) de leur antisémitisme exacerbé et de leur rôle pendant l'Occupation. Pour se justifier, l'éditeur Antoine Gallimard a eu cette phrase: «Aujourd'hui,

l'antisémitisme n'est plus du côté des chrétiens mais des musulmans et ils ne vont pas lire les textes de Céline». On pourrait également souligner le projet du Haut Comité aux commémorations nationales en 2018 de commémorer le 150^e anniversaire de la naissance Charles Maurras, le théoricien de l'Action française. Autre forme de complaisance, celle d'Alain Finkielkraut, toujours en pointe pour dénoncer l'islam et l'immigration, qui, confronté à des écrivains aux considérations équivoques sur les juifs et la Seconde Guerre mondiale, assimile celles-ci à des dérapages ou des exagérations ponctuelles et invite Renaud Camus dans son émission sur France culture.

«Grand remplacement» et complot juif

Quittant le monde des intellectuels, Fontenelle souligne que l'extrême droite qui défend la thèse du «grand remplacement» en attribue souvent la responsabilité à un complot juif. Les écrits et déclarations des terroristes d'extrême droite (qui ont tué en Norvège, aux

États-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Allemagne,...) panachent souvent islamophobie et antisémitisme, et ils se sont attaqués aussi bien à des mosquées qu'à des synagogues. Même s'il a été écrit avant la montée électorale d'Éric Zemmour, le petit livre de Sébastien Fontenelle constitue une aide à la compréhension du phénomène Zemmour. Celui-ci, qui a droit à plusieurs développements dans le livre, prospère dans un contexte qui lui a fourni des tribunes pour dénoncer les migrantEs, l'islam et exonérer Pétain d'une large part de sa responsabilité dans les persécutions et déportations des Juifs (ce qui prouve d'ailleurs qu'on peut débattre de la Shoah quitte, comme Zemmour, à préférer des mensonges justement dénoncés par l'historien Robert Paxton).

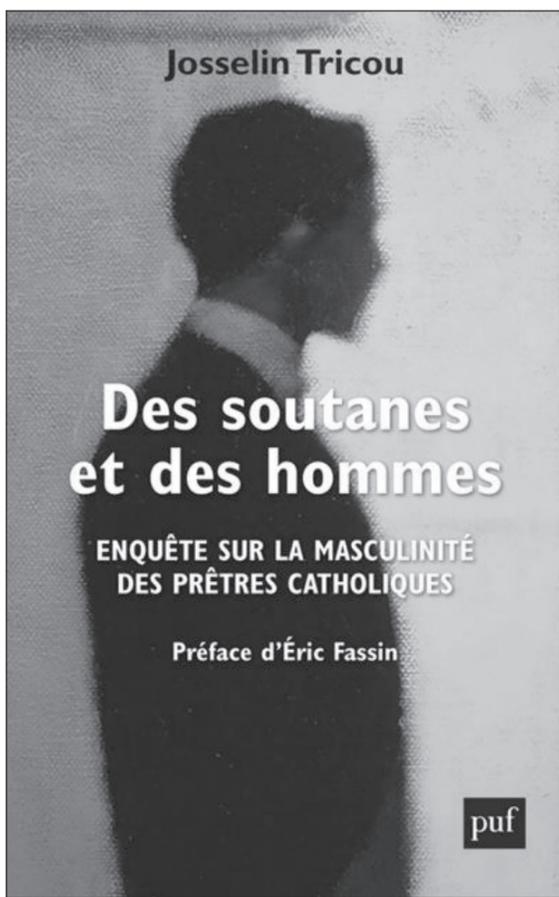
Ce livre, un peu décousu, est un rappel de la nécessité de ne dissocier en aucun cas les combats contre tous les racismes et la xénophobie - comme le soulignait en son temps Frantz Fanon: «Quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous». Henri Wilno

« Plus personne ne peut remettre en cause le fait qu'il y a un problème interne à l'Église »

Entretien avec Josselin Tricou, sociologue, auteur de « Des soutanes et des hommes » (Presses universitaires de France), et co-auteur du rapport de l'Inserm « Sociologie des violences sexuelles au sein de l'Église catholique en France (1950-2020) ».

Pourquoi a-t-il fallu autant de temps pour que la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE) se mette en place ? Il faut ramener ça à l'histoire récente. On ne parle réellement des violences sexistes et sexuelles dans les médias que depuis les années 1980. Depuis cette époque, beaucoup de cas concernant l'Église ont été révélés, des commissions ont été mises en place ailleurs dans le monde (Australie, États-Unis, Irlande, Allemagne), et la France semblait y échapper. Les évêques espéraient sans doute que les cas soient beaucoup moins nombreux en France, notamment du fait de la laïcité, du fait qu'il y ait moins de prêtres dans les écoles. Mais finalement, sous la pression de la mobilisation des victimes, sous la pression médiatique aussi, mais également parce que l'Église connaît un « passage à vide », est en perte de puissance, elle a mis en place cette commission. En un sens, elle s'est auto-contrainte à regarder en face la réalité. Et c'est ce qui s'est passé avec la remise du rapport de la CIASE mardi 5 octobre, qui est un rapport public, intégralement téléchargeable sur le site de la commission¹.

Les chiffres qui ont été annoncés sont les suivants : 216 000 mineurs abusés sexuellement depuis les années 1950, un chiffre qui monte à 330 000 si on inclut les laïcs au sein de l'Église. Peut-on se fier à ces chiffres, ou peuvent-ils être, malheureusement, sous-estimés ? C'est avec l'équipe Inserm, composée de Nathalie Bajos, Julie Ancian, Axelle Valendru et moi-même², que nous avons produit ces chiffres. C'est une estimation en population générale sur la base d'un échantillon de 28 000 personnes : dans la population française de plus de 18 ans, il y aurait 216 000 personnes déclarant avoir subi des violences sexuelles de la part de prêtres ou d'autres religieux. C'est une estimation moyenne, qui ne prend pas en compte les personnes décédées ni celles et ceux qui sont encore mineurs. Je voudrais souligner aussi que l'on a fait quelque chose d'un peu original par rapport aux autres enquêtes internationales : on a calculé la prévalence des violences sexuelles en fonction du taux d'exposition dans chacune des institutions ou instances de socialisation – la famille, l'école publique, le sport, les activités culturelles et artistiques... et l'Église. Et ce que montre notre enquête, c'est que là où il y a le plus de violences, c'est la famille : en France, on peut estimer à 5,5 millions le nombre de personnes abusées quand elles étaient mineures. Et la deuxième instance de socialisation la plus violente, c'est l'Église. Ce qui fait qu'aujourd'hui plus personne, je crois, ne peut remettre en cause le fait qu'il y a un problème interne à l'Église. Jusque-là, beaucoup de catholiques pouvaient dire « Oui il y a des cas de violences sexuelles dans l'Église, mais il y en a aussi à l'école, il faudrait s'y intéresser



aussi ». Mais là ce dont on se rend compte c'est que l'école facilite moins les violences sexuelles que le fonctionnement de l'Église.

Par rapport à ces violences, il y a une importante omerta dans l'Église, et on l'a encore vu avec les déclarations qui ont fait suite à la publication du rapport, comme celle du président de la Conférence des évêques de France qui a expliqué que le secret de la confession était plus fort que les lois de la République. À partir du travail que nous avons fait, sociologues et historiens, la commission a fait un certain nombre de propositions, dont le questionnement du secret de la confession, la confession étant ce sacrement délivré par les prêtres au nom de Dieu, pour laver et pardonner les péchés. Dans la loi française, la confession est reconnue comme relevant du secret professionnel, au même titre que ce qui existe par exemple pour les médecins. Je ne sais pas si le président de la Conférence des évêques était fatigué, si c'était intentionnel ou s'il a été piégé par les journalistes, mais effectivement il a affirmé que le secret de la confession était au-dessus des lois de la République, ce qui est faux³. Dans le travail que l'on a fait auprès des victimes, on a vu à quel point la confession était un lieu privilégié pour les abuseurs, qui utilisent ce cadre dissymétrique et le secret qui l'entoure pour, soit abuser directement soit pour convaincre les victimes de se taire. Donc il y a une vraie question autour de la confession. Mais dans le même temps le débat se concentre sur cette question, alors qu'il y a près d'une cinquantaine de

propositions, donc il serait bien que le débat s'élargisse.

On imagine mal ce qui se serait passé si un imam avait dit la même chose... Il est certain que la religion catholique n'a pas du tout la même position, en termes de privilèges sociaux, dans la société française, que l'islam. Donc un évêque qui dit ça, cela ne prêche pas à grande conséquence. On

imagine que si un imam avait dit la même chose suite à des révélations aussi monstrueuses, ça aurait généré une islamophobie décomplexée... Au-delà de ça, on constate tout de même que, depuis la publication du rapport, même chez les catholiques conservateurs il y a des gens qui se rebiffent, qui exigent des comptes de leurs responsables, évêques et prêtres, et exigent des transformations. Donc le travail de la commission va peut-être générer quelque chose : on voit que l'infantilisation des fidèles catholiques ne fonctionne plus après cet événement.

Jusqu'à une remise en cause profonde du fonctionnement de l'Église ? Avec la séquence Manif pour tous s'était installée dans le paysage une forme de catholicisme qui voulait faire croire qu'il était la seule bonne forme de catholicisme, et qui invisibilisait les catholiques plutôt progressistes, d'ouverture, il y a plusieurs termes pour les désigner. Et les révélations diverses, notamment l'affaire Preynat-Barbarin⁴, ont fait resurgir au-dessus du seuil de visibilité médiatique un certain nombre de revendications qui étaient plutôt portées par les catholiques progressistes des années 1970-1980, qui avaient été comérisées (place des femmes, ordination des femmes, égalité entre les laïcs et les prêtres, etc.). Ces revendications ont retrouvé une certaine légitimité, et sont portées aujourd'hui même par des catholiques plutôt conservateurs. Cela vient rompre le triomphe paradoxal de la Manif pour tous, qui avait perdu la bataille juridique mais emporté la bataille interne entre les courants catholiques. Il va falloir observer ce que cela va donner dans les mois à venir.

1 – <https://www.ciaise.fr/rapport-final/>
 2 – « Sociologie des violences sexuelles au sein de l'Église catholique en France (1950-2020) », septembre 2021, en ligne sur <https://www.inserm.fr/rapport/sociologie-des-violences-sexuelles-au-sein-de-leglise-catholique-en-france-1950-2020-septembre-2021/>
 3 – La législation prévoit ainsi les cas où le secret doit être brisé, entre autres en ce qui concerne les violences sur mineurs (article 434-1 du Code pénal).
 4 – Le prêtre Bernard Preynat a été condamné pour avoir agressé sexuellement des enfants entre 1972 et 1991. L'archevêque Philippe Barbarin a été accusé d'avoir couvert ces crimes sexuels, condamné en première instance puis relaxé par la cour d'appel et la cour de cassation.



Vu ailleurs

LES TOURS DE MAGIE DE LA BOURGEOISIE
 « J'aime l'industrie parce que c'est l'un des rares endroits où l'on trouve encore de la magie au 21^e siècle. La magie de l'atelier où on ne distingue pas le cadre de l'ouvrier, pas l'apprenti de celui qui a trente ans d'expérience, où l'on ne distingue pas celui qui est né en France de celui qui est arrivé par l'accident d'une vie (sic) », a déclaré le 7 octobre [la ministre déléguée à l'Industrie] Agnès Pannier-Runacher avec le ravissement de celle qui n'a jamais vécu l'usine d'en bas, dans le corps fatigué d'une ouvrière de 45 ans. [...] Cette inspectrice des finances qui ne connaît de l'usine que son expérience de cadre hypersup chez Faurecia, a fait cette déclaration d'amour au monde merveilleux de la machine-outil, non pas devant de vrais ouvriers, mais en s'adressant à un parterre d'entrepreneurs « winners » réunis par Bpifrance. [...] L'usine ? « C'est la fierté de travailler [...] parce que lorsque tu vas sur une ligne de production, ce n'est pas une punition, c'est pour ton pays, pour la magie », déroule Pannier-Runacher avec l'aplomb et le surplomb de ceux qui s'épanouissent dans la réussite et l'argent. On objectera que le monde du travail a beaucoup changé depuis le rouge sépia de Linhart, que l'usine des temps numériques n'est plus celle de Dickens ou Zola. Mais la « start-up nation » a beau faire beaucoup de vent, il y a des choses qui ne changeront jamais à l'usine : souvent y domine un travail répétitif et inconfortable, dévalorisé et sous-payé (le smic vient d'être « augmenté » à 1258 euros net mensuel), où l'ennui l'emporte sur la « magie ». Le corps y souffre beaucoup plus qu'au (télé)travail des cadres, jusqu'à l'accident mortel (733 en 2019 selon l'assurance maladie). Et l'on sait depuis Bourdieu que l'usine recrute à l'usine : de père en fils, de mère en fille, les transfuges de classe sont rares. [...] « Comment peut-on être aussi joyeux de fatigue et de métier inhumain ? » écrit le regretté Joseph Ponthus dans À la ligne (Éditions la Table ronde). Et encore : « L'une des phrases les plus prononcées est : "Non, je n'ai pas le temps." La charge de travail est parfaitement calculée. D'ailleurs, on te pose rarement des questions sur qui tu es, ce que tu as fait avant. Tu es dans le dur, dès le départ. L'estime de tes collègues viendra de ta dureté au mal. » On cherchera vainement « la magie » dans ces lignes qu'Agnès Pannier-Runacher n'a sûrement pas lues à défaut de les avoir vécues. Jean-Christophe Féraud, « Agnès Pannier-Runacher et "la magie" hors sol du travail à la chaîne », liberation.fr, 11 octobre 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
 Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
---	---	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
---	---	---

Titulaire du compte à débiter
 Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter
 IBAN :
 BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
 En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
 Numéro ICS : FR43ZZZ554755
 Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org